

Vu  
Le commissaire-enquêteur

## COMMUNE DE MESSIMY SUR SAÔNE



### ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

*Vu pour être annexé à  
la délibération du  
2 Décembre 2005*

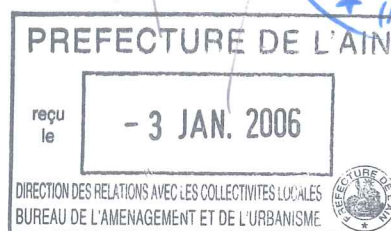
**Le MAIRE  
Marc DU VERNE**

Dressé par :



**A. I.C.E.**

Centre d'activités du Pré Lion  
Route de Jujurieux  
01640 L'Abergement de Varey  
Tél. : 04.74.37.15.37  
Fax : 04.74.37.15.39



**Décembre 2005**

# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	4
<b>PRESENTATION GENERALE .....</b>	<b>5</b>
OBJET DU DOSSIER .....	6
PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES RETENUES .....	7
PRESENTATION DE LA COMMUNE .....	8
1. <i>Présentation Générale</i> .....	8
1.1. Situation géographique et administrative.....	8
1.2. Le territoire communal .....	8
1.3. Démographie et urbanisme .....	8
1.3.1. Population.....	8
1.3.2. Le parc immobilier .....	9
1.3.3. Perspectives .....	9
1.4. Les activités .....	9
1.5. Eléments de climatologie.....	9
1.6. Contexte géologique.....	10
1.7. Contexte hydrogéologique et alimentation en eau potable .....	10
1.8. Hydrographie.....	10
1.9. Les zones Remarquables.....	10
1.9.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.....	10
1.9.2. Zone Natura 2000 .....	11
1.9.3. Les périmètres de protection de captages .....	11
1.9.4. Les zones vulnérables aux nitrates.....	11
2. <i>Etat actuel de l'assainissement</i> .....	11
2.1. Assainissement Collectif .....	11
2.1.1. Réseau .....	11
2.1.2. Ouvrages spécifiques.....	11
2.1.3. Système de traitement.....	12
2.2. Assainissement non collectif .....	12
2.2.1. Equipements en place .....	13
2.2.2. Rejets .....	13
2.2.3. Entretien .....	13
2.2.4. Conformité réglementaire.....	13
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – NON COLLECTIF .....	15
1. <i>Synthèse des scénarii proposés</i> .....	15
2. <i>Secteur I : Scénario unique</i> .....	16
3. <i>Secteur II : Scénario n°1</i> .....	17
4. <i>Secteur II : Scénario n°2</i> .....	17
5. <i>Secteur III : Scénario n°1</i> .....	18
6. <i>Secteur III : Scénario n°2</i> .....	19
7. <i>Secteur IV : Scénario n°1</i> .....	20
8. <i>Secteur IV : Scénario n°2</i> .....	21
9. <i>Secteur V : Scénario n°1</i> .....	22
10. <i>Secteur V : Scénario n°2</i> .....	23
11. <i>Secteur VI : Scénario n°1</i> .....	23
12. <i>Secteur VI : Scénario n°2</i> .....	24
13. <i>Secteur VII : Scénario n°1</i> .....	25
14. <i>Secteur VII : Scénario n°2</i> .....	26
15. <i>Secteur VIII : Scénario unique</i> .....	27
16. <i>Choix de zonage</i> .....	30
ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	31
COUTS DU PROJET.....	32
1. <i>Aides actuelles</i> .....	32
2. <i>Modalités d'éligibilité aux aides</i> .....	32
2.1. Critères de subventionnement de l'Agence de l'Eau .....	32
2.2. Critères de subventionnement du Conseil Général de l'Ain .....	32
3. <i>Taux de subventions actuels</i> .....	32
4. <i>Charges pour la Commune</i> .....	33
5. <i>Sources de revenus</i> .....	33

6.	<i>Intégration dans le budget communal</i> .....	33
7.	<i>Impact sur le prix de l'eau</i> .....	33
<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b> .....		<b>35</b>
ZONES CONCERNEES ET FILIERES PRECONISEES .....		36
1.	<i>Zones concernées</i> .....	36
2.	<i>Aptitude des sols à l'assainissement non collectif</i> .....	36
ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF .....		37
COUTS DU PROJET.....		38
1.	<i>Modalités d'éligibilité aux aides</i> .....	38
2.	<i>Taux de subventions actuels</i> .....	38
3.	<i>Charges pour la Commune</i> .....	38
4.	<i>Sources de revenus</i> .....	38
5.	<i>Coûts du Projet</i> .....	39
<b>LES EAUX PLUVIALES</b> .....		<b>44</b>
GESTION DES EAUX PLUVIALES.....		45
1.	<i>Généralités</i> .....	45
2.	<i>Les eaux pluviales sur la Commune</i> .....	46
<b>CONCLUSION</b> .....		<b>47</b>
<b>SOMMAIRE DES ANNEXES</b> .....		<b>49</b>

## INTRODUCTION

Le présent document expose une délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif.

Ce dossier, soumis à l'enquête publique, comprend, comme stipulé dans l'article 4 du Décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, les pièces suivantes :

- ❖ **Un projet de carte de zonage d'assainissement**
- ❖ **Une notice justifiant le zonage**
- ❖ **Une étude de l'incidence financière sur le prix de l'eau.**

L'enquête publique est régie par les textes suivants :

- ❖ Le Code de l'Urbanisme et notamment l'Article R123.11
- ❖ Le Décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées (Articles 2 et 4)
- ❖ La Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau et notamment l'Article 35 :
  - « *Les communes ou groupements délimitent , après enquête publique :*
  - *les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
  - *les zones d'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien. »*

Ce zonage, dont la responsabilité est confiée aux collectivités, consiste donc à réaliser une réflexion prospective sur le devenir du mode d'assainissement de la commune en fonction de considérations technico-économiques et environnementales.



## **PRESENTATION GENERALE**

## **OBJET DU DOSSIER**

Le présent document a pour objet la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif, soit la définition d'un zonage d'assainissement.

L'étude du zonage d'assainissement est une étude d'aide à la décision. Elle a pour objectif de proposer à la commune les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte, au traitement et au rejet dans le milieu naturel des eaux usées d'origine domestique, éventuellement pluviale, en intégrant les aspects économiques et la protection de l'environnement.

Elle consiste après analyse de la situation existante et investigations in situ, en l'élaboration des scénarii d'assainissement possibles et leurs variantes et donc de déterminer les modes d'assainissement applicables sur les secteurs déjà urbanisés ou ouverts à l'urbanisation.

Chacun de ces scénarii est présenté à la commune avec l'ensemble des éléments technico-économiques et environnementaux qui s'y rattachent, permettant ainsi au Maire et aux conseillers municipaux de faire leur choix en toute connaissance de cause.

Le projet de zonage d'assainissement doit faire l'objet d'une enquête publique. A l'issue de cette enquête, les zones délimitées doivent être annexées au document d'urbanisme (s'il existe) afin que les prescriptions issues du zonage soient opposables aux tiers.

Le présent rapport constitue le dossier d'enquête, son but est de présenter le choix retenu par la commune et de le justifier.

## PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES RETENUES

### Rappel :

**L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome »)** : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs » dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

**L'assainissement « collectif »** : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

*(arrêté du 6 mai 1996, parus au JO du 8 juin 1996, annexe 2)*

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

#### ■ Première orientation technique : l'assainissement non collectif

Cette option prévoit la collecte, le traitement et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

#### ■ Deuxième orientation technique : l'assainissement collectif

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective s'apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

Une description complète des caractéristiques de l'assainissement collectif ou non collectif est disponible dans le rapport intermédiaire de Schéma Directeur d'Assainissement d'octobre 2005.

# PRESENTATION DE LA COMMUNE

## 1. PRESENTATION GENERALE

### 1.1. Situation géographique et administrative

La commune de Messimy se situe en Rhône-Alpes, à l'ouest du département de l'Ain, dans l'arrondissement de Bourg en Bresse et le canton de Saint Triviers sur Moignans, en rive gauche du Val de Saône, à environ 9 Km au Nord de Villefranche sur Saône, et 40 km de l'agglomération Lyonnaise.

### 1.2. Le territoire communal

La commune de Messimy sur Saône présente un territoire étendu d'une superficie de l'ordre de 6 km<sup>2</sup>

Elle est sillonnée par la route D 933 qui fait liaison entre Pont de Vaux et Lyon. Les communes voisines sont :

- ✓ Villefranche sur Saône à 9 km au Sud,
- ✓ Montmerle sur Saône à 4 km au Nord,
- ✓ Bourg en Bresse à 42 km au Nord Est.

Du point de vue topographique, l'altitude moyenne se situe autour de 180 m NGF.

La population réside en grande partie dans le centre bourg situé à l'Ouest de la D 933 mais aussi dans plusieurs hameaux et écarts dont:

- ❖ Au Guillard (altitude 177 m NGF), situé à 800 m au Sud-Ouest du bourg,
- ❖ La Croix (altitude 200 m NGF), situé à 500 m au Nord-Est du bourg.
- ❖ La Poyat (altitude 213 m NGF) situé à 500 m à l'Est du bourg.
- ❖ La Rue Basse (altitude 175 m NGF) situé à 600 m à l'Ouest du bourg
- ❖ Aux Marques (altitude 180 m NGF) à 250 m au Sud-Ouest du bourg.

### 1.3. Démographie et urbanisme

#### 1.3.1. Population

La population de la commune de Messimy sur Saône est en augmentation depuis 1982. Sur les dix dernières années, le solde naturel est sensiblement positif (+2,04%) et le solde migratoire est relativement important (+9,13%).

Avec le nombre d'habitants de 1999 égal à **931**, et compte tenu d'une superficie de **6 km<sup>2</sup>**, la densité de la population est de l'ordre de **155 habitants par km<sup>2</sup>**.

D'après le dernier recensement (février 2004), la population est estimée à 1030 habitants soit une densité de l'ordre de **177 habitants par km<sup>2</sup>**.

La pyramide des âges est assez équilibrée, environ 34 % de la population à moins de 30 ans et les plus de 60 ans représentent environ 20 % des habitants.

La taille moyenne des ménages (nombre d'habitants par résidence principale) est relativement stable depuis une vingtaine d'années, **2,5** en 1999 contre **2,3** en 1990.

### 1.3.2. Le parc immobilier

Les habitations sont en majorité des résidences principales individuelles (plus de 80 %) relativement anciennes. Le nombre de pièces est généralement au-dessus de 4.

### 1.3.3. Perspectives

Un PLU a été approuvé le 30 janvier 2004.

Un lotissement comprenant 25 à 35 maisons au lieu-dit « La Bâtonne » est en projet.

## 1.4. Les activités

Les activités recensées sur la commune de Messimy sur Saône sont les suivantes :

Etablissement Public	
Mairie	3 employés permanents
Ecole	125 élèves
Cantine	50 élèves
Stade avec vestiaires	50 personnes (capacité maximale)
Salle Polyvalente	100 places

#### Activités agricoles :

D'après les informations recueillies auprès de la mairie, 5 exploitations agricoles (élevage et activités céréalières) sont présentes sur la commune. Il s'agit de :

- GAEC du Noyer : deux bâtiments agricoles au Bourg et à la Poyat,
- Une exploitation à La Croix – Chemin du Fieux,
- Une exploitation en cours de délocalisation à Chaleins – Route de St Trivier et Chemin du Château,
- Une exploitation en cours de délocalisation à Chaleins – La Poyat et Chemin du Fieux,
- Une exploitation à La Poyat.

L'enquête réalisée le 8 juillet 2005, auprès du GAEC du Noyer, n'indique aucun rejet agricole au réseau communal et une évacuation des eaux pluviales dans les fossés.

#### Activités commerciales :

Bar – épicerie – restaurant « le Val de Saône »
Bar – tabac « le Détour »

#### Activités touristiques :

Camping municipal (30 à 40 personnes)
Camping en projet (environ 10 à 150 personnes)

## 1.5. Eléments de climatologie

Le climat est semi-continental, avec une influence océanique associée à de puissantes perturbations venant de l'Ouest de la fin de l'hiver et début printemps. Les influences continentales sont illustrées par la brièveté des saisons de transitions (printemps, automne).

Le relief de la région, plateaux de l'Ouest de l'Ain, amène une certaine uniformité de pluviosité, augmentant au fur et à mesure en direction de l'Est du département. Les perturbations pluvieuses ont en effet la tendance de passer au-dessus de la zone et buter quelques kilomètres plus loin, sur les versants du Jura, du Revermont ou du Bugey. La hauteur annuelle moyenne précipitée est de 738 mm.

Dans cette partie Ouest du plateau « aux milles étangs », les vents soufflent le plus souvent du sud au nord ou du nord au sud, il est peu influencé par l'orientation des vallées locales mais influencé globalement par le couloir de la vallée du Rhône puis celle de la Saône.

Les températures moyennes mensuelles oscillent entre 3,3 et 20,7 °C. Le mois le plus froid étant le mois de janvier, juillet est le mois le plus chaud.

Pour l'année 2001, les précipitations moyennes ont varié entre 1 mm et 23 mm. Le mois le plus pluvieux a été le mois de mars et le moins pluvieux le mois de décembre.

## **1.6. Contexte géologique**

D'après les informations livrées par la carte géologique de Villefranche-sur-Saône (n° 674, échelle 1/50 000<sup>ème</sup>) réalisée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), la commune de Messimy sur Saône est implantée entre la vallée de Saône, large dépression d'axe méridien dans laquelle s'étagent une série de terrasses alluviales, et la partie occidentale du plateau des Dombes, recouverte par des moraines supportant une couverture limoneuse continue.

Le territoire communal est dans sa majeure partie (depuis le bourg, jusqu'à l'Est du territoire communal) recouvert d'un complexe limoneux (limons des Dombes), plus ou moins altéré, de faciès voisin du loess ou lehm. De couleur jaune ocre, sa composition est non calcaire, plus ou moins argileuse et son épaisseur apparente varie de 0 à 4 mètres.

Ces formations sont recouvertes par les alluvions fluviales des Terrasses Würmiennes (il s'agit de sables, graviers et cailloutis), localisés au sud du territoire communal (à partir du hameau du Guillard).

Un cône de déjection composé par des alluvions torrentielles actuelles et récentes du cours d'eau « la Mâtre », sépare les limons du bourg des alluvions fluviales des terrains situés plus au Sud.

Les zones situées à l'Ouest et au Nord du bourg sont recouvertes quant à elles, d'alluvions fluviales actuelles et récentes : constituées essentiellement de cailloutis, sables grossiers, argiles et limons.

## **1.7. Contexte hydrogéologique et alimentation en eau potable**

La région considérée est entièrement drainée par la Saône, dont les alluvions constituent le principal aquifère, d'intérêt économique majeur.

Les alluvions de la Saône ont une épaisseur aquifère de l'ordre de 6 à 10 m, une perméabilité de l'ordre de 1 à 5.10<sup>-4</sup> m/s, et sont le siège d'une circulation, normalement drainée par la Saône, qui doit son origine aux nappes des versants. L'exploitation de la nappe par des captages situés près des berges met à profit la réalimentation induite par la rivière, ce qui comporte de ce fait certains risques de pollution liés aux substances pouvant être accidentellement dissoutes dans la rivière.

D'après la SDEI, l'alimentation en eau potable de la commune de Messimy sur Saône est assurée par des ouvrages implantés sur la commune de Guereins. Ces ouvrages auraient des profondeurs de l'ordre de 10 à 12 m et s'adressent à la nappe d'accompagnement de la Saône.

## **1.8. Hydrographie**

La commune fait partie du Val de Saône, cours d'eau qui borde son territoire à l'Ouest.

Le territoire de Messimy sur Saône est traversé par le ruisseau de la « Mâtre ». Ce cours d'eau, orienté sensiblement Est-Ouest, et alimenté par les étangs, prend sa source sur la commune de Villeneuve. Son exutoire final est la Saône, à Messimy.

## **1.9. Les zones Remarquables**

### **1.9.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique**

Le territoire communal est concerné par deux Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, une ZNIEFF de type I : « Lit Majeur de la Saône » et une ZNIEFF de type II : « Val de Saône méridional ».



### **1.9.2. Zone Natura 2000**

Il s'agit du site proposé d'intérêt communautaire A01 : Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône, couvrant une surface de 4660 ha.

Le Val de Saône représente une entité géomorphologique conséquente : 290.000 ha susceptibles d'être inondés pour un bassin versant d'environ 3.000.000 ha.

### **1.9.3. Les périmètres de protection de captages**

La commune de Messimy sur Saône n'est concernée par aucun périmètre de protection.

### **1.9.4. Les zones vulnérables aux nitrates**

Le Val de Saône est déclaré « Zone Vulnérable aux Nitrates » par Arrêté 02-489 du 31/12/2002 du préfet coordonnateur du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

## **2. ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT**

---

### **2.1. Assainissement Collectif**

#### **2.1.1. Réseau**

##### **Généralités**

Deux types de réseaux d'assainissement sont distingués : un de type séparatif (Eaux usées – Eaux pluviales) et un de type unitaire qui concerne exclusivement le centre du bourg. Les effluents sont reçus dans une station de traitement « Boues Activées », localisée au « Chemin de Prémios ».

La collecte des eaux usées domestiques et des eaux pluviales est assurée par un réseau d'une longueur d'environ 13 kilomètres au total. La dernière tranche de travaux a été réalisée en 2004 et a concerné le quartier « La Poyat » : pose d'un réseau séparatif, 1,2 kilomètre de conduites gravitaires.

Les effluents collectés sont traités par une station d'épuration d'une capacité nominale de 800 EH et qui utilise comme milieu récepteur la rivière « La Mâtre ».

D'après les informations recueillies auprès de la commune de Fareins et de la SDEI, le hameau « Pré Ruy », notamment les habitations situées au niveau du chemin du « Bicheron » sont raccordées sur le réseau communal de Fareins.

##### **Rejets théoriques**

Les rejets sont essentiellement d'origine domestique. Les volumes d'eau consommés sont considérés comme représentatifs des volumes d'eaux usées rejetés.

Le volume théorique rejeté s'élève donc à **environ 40 350 m<sup>3</sup>/an**, soit **116 l/j/hab.** (hors gros consommateur, pour 380 abonnés). Ce résultat est relativement inférieur à la consommation moyenne d'une commune rurale (120 l/j/hab.).

#### **2.1.2. Ouvrages spécifiques**

##### **Les postes de relevage :**

Le refoulement, dans la partie du réseau non gravitaire, est assuré par trois postes de refoulement. Ils sont implantés au niveau des lieux-dits suivants : *La Rivière, Les Marques et La Lie*.

##### **Les déversoirs d'orages :**

Le réseau compte **un déversoir d'orage** implanté à proximité du poste de relevage « Les Marques ». L'exhaure de l'ouvrage est dirigé à la rivière « La Mâtre ».

### 2.1.3. Système de traitement

#### Généralités

➤ Type de la station : « Boues activées à aération prolongée »

La station dépuración se situe à l'intersection de la voie communale n°1 dite chemin « Prenois » à Messimy », à l'Ouest du bourg ( altitude 171 m NGF) avec un chemin d'exploitation localisé à l'ouest de la station. L'exutoire final de la station est la rivière « La Mâtre ».

Capacité	<b>800 Eq/hab.</b>
Volume journalier	<b>61 080 m<sup>3</sup>/an</b>
Production de boues	<b>844 m<sup>3</sup>/an, soit 8,3 tonnes de MS</b>
DBO5	<b>27 kg/jour</b>
DCO	<b>60 kg/jour</b>
MES	<b>30 kg/jour</b>

Etant donnée la situation de la station d'épuration en secteur inondable, elle a été surélevée.

Le devenir des sous-produits :

- Destination des boues : un plan d'épandage est en cours de réalisation et suivi par le bureau d'études AGER Conseil.

#### Informations concernant le milieu récepteur

Le ruisseau La Mâtre est le milieu récepteur des rejets du système de traitement.

Le système de traitement est du type Boues Activées. Son niveau de performance est dit D4 par la Circulaire du 17 février 1997, niveau maximal pour un traitement. Sans connaître précisément le flux de pollution maximum admissible par le milieu récepteur, la performance de l'épuration est théoriquement optimale.

### 2.2. Assainissement non collectif

Un questionnaire a été envoyé par la commune à l'ensemble des habitations particulières susceptibles d'être non raccordées au réseau communal. 45 questionnaires nous ont été retournés.

L'assainissement non collectif concerne les secteurs suivants :

<b>Chemin de la Bâtonne</b>	4 habitations
<b>Chemin des Prairies</b>	4 habitations
<b>Chemin des Pierres</b>	7 habitations
<b>Chemin des Rouettes</b>	2 habitations
<b>Chemin du Bicheron</b>	2 habitations
<b>Chemin du Liamby</b>	11 habitations
<b>Chemin du Petit</b>	2 habitations
<b>Chemin du Rongefér</b>	2 habitations

<b>RD 933</b>	11 habitations
<b>Route d'Ars</b>	1 habitation
<b>Route de Chaleins</b>	7 habitations
<b>Route de Lurcy</b>	5 habitations
<b>Chemin du Halage</b>	4 habitations
<b>Sentier des Bonnevières</b>	3 habitations
<b>Chemin de Port Rivière</b>	1 habitation
<b>Total</b>	<b>66</b>

Les informations communales et les enquêtes réalisées auprès des particuliers du 7 au 9 juillet 2005 (nb :24) actualisent ce taux de conformité à 60%.

### **2.2.1. Equipements en place**

La réhabilitation des installations autonomes seraient :

- 27 logements aux normes, pas à réhabiliter : 2 « Chemin de la Bâtonne », 2 « Chemin des Prairies », 4 « Chemin des Pierres », 2 « Chemin du Bicheron », 5 « Chemin du Liamby », 2 « Chemin du Rongfer », 5 « RD 933 », 1 « Route d'Ars », 1 « Route de Chaleins », 2 « Route de Lurcy » et 1 « Chemin des Rouettes ».
- 12 logements sans traitement : 1 « Chemin des Prairies », 1 « Chemin des Rouettes », 2 « Chemin du Petit », 4 « RD 933 », 2 « Route de Lurcy » et 2 « Chemin des Pierres »,
- 4 logements sans bac à graisse et traitement : 1 « Chemin des Prairies », 2 « RD 933 » et 1 « Route de Chaleins »,
- 23 logements sans aucune filière d'assainissement autonome soit : 5 « Chemin des Pierres », 6 « Chemin du Liamby », 3 « Sentier des Bonnevières », 1 « Chemin du Port Rivière », 4 « Chemin du Halage », 2 « Chemin des Prairies » et 2 « Chemin de la Bâtonne ».

### **2.2.2. Rejets**

Les rejets d'effluents traités sont en majorité dirigés soit vers un puits perdu (11 cas), soit infiltrés dans le sol en place (22 cas), soit orientés vers un fossé (7 cas) et 5 cas n'ont pas donné de réponse sur les 45 questionnaires retournés.

### **2.2.3. Entretien**

Dans la plupart des cas, les usagers entretiennent leur système de prétraitement, régulièrement pour 32 cas, occasionnellement pour 6 cas et jamais pour 2 cas (5 cas ne se sont pas prononcés). Les usagers sont moins assidus concernant les vidanges, 12 cas vidangent régulièrement, 11 cas ne vidangent pas, 8 cas occasionnellement et 17 cas ne donnent pas de réponse sur les 45 questionnaires retournés.

### **2.2.4. Conformité réglementaire**

Pour apprécier la conformité et le fonctionnement d'un système, on observe le volume en place, la périodicité d'entretien et l'âge du système.

En effet, d'après l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :

*Art. 8 : Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :*

- a) *Un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, installation d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées*
- b) *Des dispositifs assurant :*
  - *soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant ou tertre d'infiltration)*
  - *soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal)*

*Art. 10 : Le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en œuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière. Il comporte :*

- c) *Un prétraitement des eaux vannes dans une fosse septique et un prétraitement des eaux ménagères dans un bac à graisses ou une fosse septique*
- d) *Des dispositifs d'épuration conformes à ceux mentionnés à l'article 8.*

**Textes réglementaires de référence :**

- Circulaire interministérielle n° 97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif (cf. annexe 1),
- Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif (cf. annexe 2),
- Arrêté du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (cf. annexe 3).

Un équipement conforme aujourd'hui est donc constitué d'une fosse toutes eaux de 3000 litres (logements de type F3 à F5) et d'un système de filtration qui constitue le traitement final de l'effluent. Pour être opérationnel, un tel système doit être vidangé au moins une fois tous les trois ans. La même conformité peut être obtenue avec un bac à graisses de 500 litres et une fosse septique de moitié de volume de la fosse toutes eaux (1500 litres au minimum).

Dans le cas où l'assainissement non collectif serait retenu pour ces habitations, et ne prenant pas en compte la nature des terrains en place, il y aurait environ **40 % des installations à réhabiliter**, soit 25 des 45 habitations ayant répondu au questionnaire d'enquête (en considérant que les filières incertaines ne sont pas conformes).

## ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – NON COLLECTIF

### 1. SYNTHÈSE DES SCÉNARIOS PROPOSÉS

La définition des scénarii est guidée prioritairement par les résultats de l'étude des habitations à l'écart ou en périphérie du bourg pour lesquelles plusieurs modes d'assainissement seraient envisageables.

Du fait de parcelles relativement grandes et dégagées (faibles contraintes : occupation du sol), la mise en place de filières d'assainissement autonome est possible sur toutes les parcelles visitées.

Une carte des contraintes d'habitat pour l'assainissement collectif est présentée en annexe 5.

Les différents scénarii envisagés pour la commune intéressaient le raccordement des logements établis en périphérie du bourg.

La définition de scénarii d'assainissement se présente telle que :

- **Secteur I** : « Secteurs desservis par le réseau d'assainissement actuel » :
  - Scénario unique : assainissement collectif et traitement des effluents collectés en station d'épuration.
- **Secteur II** : « Chemin des Prairies » :
  - Scénario n°1 : Assainissement collectif gravitaire,
  - Scénario n°2 : Assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.
- **Secteur III** : « Chemin de la Bâtonne, chemin des Rouettes et chemin du Liamby » :
  - Scénario n°1 : 6 habitations en assainissement collectif gravitaire (Chemin de la Bâtonne et des Rouettes) et 6 habitations en assainissement collectif par refoulement au réseau communal (Chemin du Liamby) et 4 habitations en assainissement non collectif (Chemin du Liamby),
  - Scénario n°2 : Assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.
- **Secteur IV** : « Route de Lurcy et route départementale n°933 » :
  - Scénario n°1 : 3 habitations en assainissement collectif gravitaire (Route de Lurcy) et 11 habitations en assainissement collectif par refoulement au réseau communal (RD 933) et 2 habitations en assainissement non collectif (Route de Lurcy),
  - Scénario n°2 : Assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.
- **Secteur V** : « Chemin de Rongfer » :
  - Scénario n°1 : Assainissement collectif gravitaire,
  - Scénario n°2 : Assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.

- **Secteur VI** : « Route départementale n°933, route de Chaleins, chemin du Bicheron et chemin du Petit »
  - Scénario n°1 : 11 habitations en assainissement collectif gravitaire (7 « Route de Chaleins », 3 « Chemin du Petit et 1 « Chemin du Bicheron » ) et 1 habitation en assainissement non collectif (Chemin du Bicheron),
  - Scénario n°2 : Assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.
  
- **Secteur VII** : « Chemin des Pierres »
  - Scénario n°1 : 2 habitations en assainissement collectif gravitaire et 2 habitations en assainissement collectif par refoulement au réseau communal,
  - Scénario n°2 : assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.
  
- **Secteur VIII** : « Les bords de Saône » (Chemin de Port Rivière, chemin du Liamby, chemin du Halage et sentier des Bonnevières)
  - Scénario unique : assainissement autonome pour l'ensemble des habitations.

## 2. SECTEUR I : SCENARIO UNIQUE

### Description technique :

#### *La collecte :*

L'ensemble de la commune est aujourd'hui desservi dans sa totalité par réseau de collecte de type unitaire et séparatif, organisé en 4 bassins de collecte. Les effluents collectés sur le territoire communal sont traités dans la station d'épuration de type « Boues activées », d'une capacité nominale de 800 EH.

Le réseau en place est maintenu en système de collecte unitaire et séparatif, aucune modification n'est à apporter au réseau existant. Les propositions de scénarii porteront essentiellement sur le raccordement ou non des habitations en installation autonome.

#### *Le traitement :*

Les effluents collectés sur l'ensemble de la commune sont traités par la station d'épuration de Messimy sur Saône ; celle-ci est de type biologique et d'une capacité de 800 E.H. La station ayant été dimensionnée pour recueillir l'ensemble des effluents de la commune ; de la même manière que précédemment, aucune modification ne sera apportée.

### Eléments du projet :

Le projet se compose des éléments suivants :

- 14,2 ml environ de réseau gravitaire et de refoulement,
- 319 boîtes de branchement existantes à entretenir (**319 abonnés**),
- 1 station de traitement de 800 EH,
- Volume d'effluents produit de l'ordre de 40 350 m<sup>3</sup>/an.

### Synthèse financière – scénario unique :

SYNTHESE		
	Collectif public	Non-Collectif privé
INVESTISSEMENTS	319 Logements	-
Coût total	-	0 €
CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION	319 Logements	-
Coût total	27 681 €	0 €



### 3. SECTEUR II : SCENARIO N°1

---

#### Description technique :

Quatre habitations, établies au « Chemin des Prairies », sont estimées non raccordées au réseau. La mise en place de deux conduites gravitaires sous voirie communale « chemin des prairies » est projetée ; après avoir desservi les habitations, une antenne achemine les effluents au regard de visite situé « chemin de Prenoie » et une autre antenne au regard de visite situé « chemin de la Saône ».

Notons que les habitations se localisent à une certaine distance du réseau projeté. Les contraintes de raccordement sont évaluées de faibles à moyennes dans l'estimation financière décrite ci-après (soit 4 habitations de classe B).

Rappelons que les habitations, dans l'obligation de se raccorder, doivent déconnecter les prétraitements existants (fosse septique ou fosse toutes eaux).

#### Eléments du projet :

Le projet se compose des éléments ci-après :

- 100 ml de réseau gravitaire type « Eaux Usées » sous voirie communale (50 ml sous la VC n°13 et 50 ml sous la VC n°18),
- 4 boîtes de branchements à installer et à entretenir,
- 4 déconnexions de fosse classe B en domaine privé,
- 423 m<sup>3</sup> /an de volume de rejet estimé retenu.

#### Synthèse financière – scénario n°1 :

SYNTHESE		
	Collectif public	Collectif privé
INVESTISSEMENTS	4 Logements	4 Logements
Coût total	19 440 €	4 560 €
CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION	4 Logements	
Coût total	217 €	

### 4. SECTEUR II : SCÉNARIO N°2

---

#### Description Technique :

4 habitations, dites en secteur II, sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type «Filtre à sable vertical drainé surélevé».

Les équipements existants et ceux imposés par l'aptitude des sols sont :

- 2 habitations aux normes,
- 2 habitations dont la filière est inconnue soit la réhabilitation de la filière complète.

Concernant les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

### Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Complète » (prétraitement et traitement)	<b>FSVD Sur</b>	<b>2</b>

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

### Synthèse financière – Scénario n°2 :

<b>SYNTHESE</b>	
	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	2 Logements
Coût total	<b>18 888 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	4 Logements
Coût total	<b>424 €</b>

## **5. SECTEUR III : SCENARIO N°1**

### Descriptif Technique :

Le scénario proposé concerne 14 habitations réparties au niveau des secteurs suivants : 4 habitations « Chemin de la Bâtonne », 2 habitations « Chemin des Rouettes », 10 habitations « Chemin du Liamby » et le futur lotissement « Chemin de la Bâtonne » (35 habitations).

Un collecteur gravitaire de type unitaire (410 ml) est implanté « chemin de la Bâtonne » et un autre collecteur est mis en place « Chemin des Rouettes » (110 ml). Ils se rejoignent et se poursuivent en une seule conduite jusqu'à l'intersection avec le « Chemin de la Saône » où elle rejoint le collecteur existant « Chemin de la Saône ».

Un second collecteur gravitaire de type unitaire (160 ml) est mis en place au niveau du « Chemin du Liamby ». Il se poursuit « chemin du Liamby » et rejoint un poste de relevage secondaire implanté au niveau de l'intersection des deux chemins « Chemin sous la ville » et « chemin du Liamby ». Les effluents sont ensuite relevés et dirigés par l'intermédiaire d'une conduite de refoulement (210 ml) vers le réseau d'assainissement communal situé au niveau de la RD n°933.

Les contraintes d'habitat à l'assainissement collectif (Cf. Annexe n°2) révèlent la présence de quelques contraintes mineures (aménagements au sol et paysager) à au moins une contrainte majeure (une habitation située en contrebas de la voie communale), soit 10 habitations en contraintes de classe B et 1 habitation contrainte d'installer une pompe de refoulement individuelle (Classe C).

Concernant 4 habitations, situées en contrebas du « Chemin du Liamby » et 1 habitation éloignée du « Chemin des Rouettes », cinq filières d'assainissement non collectif type filtre à sable vertical drainé est judicieux à mettre en place.

Selon le taux de conformité, les équipements existants sont :

- 1 habitation aux normes,
- 4 habitations dont le vestiaire du stade dont les filières sont inconnues soit la réhabilitation de la filière complète.

En ce qui concerne le vestiaire du stade municipal, une fréquentation moyenne de 100 usagers a été retenue, soit 1 EH.

Les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, pour la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

### Eléments du projet :

<b>Assainissement collectif</b>		
Nombre de boîtes de branchement à installer et à entretenir	<b>46 unités</b>	
Nombre de postes de refoulement individuels à installer et à entretenir	<b>1 unité</b>	
Conduite gravitaire sous voirie communale	<b>680 ml</b>	
Poste de refoulement secondaire	<b>1 unité</b>	
Conduite de refoulement sous voirie communale	<b>210 ml</b>	
Volume de rejet théorique retenu	<b>4 861 m³/an</b>	
<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Complète » (prétraitement et traitement)	<b>FSVD</b>	<b>4</b>

*Le volume de rejet estimé retenu a été calculé en ne prenant en compte uniquement les habitations à raccorder et la consommation moyenne par habitant soit 116 l/j/hab.*

Les eaux pluviales seraient gérées en fonction des ouvrages d'assainissement et exutoires déjà existants sur le réseau communal (réseau unitaire, fossés, rivière « La Mâtre »).

### Synthèse financière – scénario n°1 :

<b>SYNTHESE</b>			
	<b>Collectif public</b>	<b>Collectif privé</b>	<b>Non-Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	46 Logement(s)	46 Logement(s)	4 Logement(s)
Coût total	<b>176 610 €</b>	<b>53 960 €</b>	<b>12 400 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	46 Logement(s)	-	4 Logement(s)
Coût total	<b>4 024 €</b>	-	<b>304 €</b>

## **6. SECTEUR III : SCÉNARIO N°2**

### Description Technique :

5 habitations, dites en secteur III sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé ».

Les équipements existants et ceux imposés par l'aptitude des sols sont :

- 1 habitation aux normes,
- 4 habitations dont la filière est inconnue soit la réhabilitation de la filière complète.

Concernant les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Complète » (prétraitement et traitement)	<b>FSVD</b>	<b>4</b>

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

Synthèse financière – Scénario n°2 :

<b>SYNTHESE</b>	
	<b>Non-Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	4 Logements
Coût total	<b>29 520 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	5 Logements
Coût total	<b>380 €</b>

## **7. SECTEUR IV : SCENARIO N°1**

### Description Technique :

Le scénario proposé concerne le raccordement de 14 habitations réparties de la manière suivante : RD 933 (11 habitations) et Route de Lurcy (3 habitations).

Rappelons également que les habitations, dans l'obligation de se raccorder, doivent déconnecter les prétraitements existants (fosse septique ou fosse toutes eaux).

Une conduite gravitaire de type « Eaux Usées » (490 ml sous voirie communale) est proposée établie sous la route départementale n°933. Après avoir recueilli les effluents des 11 habitations existantes, cette conduite gravitaire rejoint un poste de relevage situé « Route départementale n°933 ». Les effluents sont, ensuite, dirigés par l'intermédiaire d'une conduite de refoulement (590 ml) vers le réseau d'assainissement communal situé au niveau de la RD 933.

Concernant une habitation, située en contrebas de la route départementale n°933, elle sera équipée d'un poste de refoulement individuel afin de permettre la collecte des eaux usées au niveau du nouveau collecteur implanté.

Une conduite gravitaire de type « Eaux Usées » (140 ml sous voirie communale) est également implantée « route de Lurcy » afin de collecter les effluents de 3 habitations puis elle se poursuit jusqu'à l'intersection avec la route de St Trivier où elle rejoint la canalisation existante.

Deux habitations, situées respectivement « Route de Lurcy » (Filières connues), ne sont pas concernées par ce raccordement et resteront en assainissement autonome. Au regard de la conformité des équipements (questionnaires et enquêtes), une seule filière (uniquement la partie traitement) serait à réhabiliter du type « Filtre à sable vertical drainé ».

Les contraintes d'habitat à l'assainissement collectif et non collectif révèlent la présence de quelques contraintes mineures (aménagements au sol et paysager), soit 14 habitations en contraintes de classe B.

### Eléments du projet :

<b>Assainissement collectif</b>	
Nombre de boîtes de branchement à installer et à entretenir	<b>14 unités</b>
Nombre de postes de refoulement individuels à installer et à entretenir	<b>1 unité</b>
Conduite gravitaire sous voirie communale	<b>630 ml</b>
Poste de Relevage secondaire	<b>1 unité</b>
Conduite de refoulement sous voirie communale	<b>590 ml</b>
Volume de rejet théorique retenu	<b>1 482 m<sup>3</sup>/an</b>
<b>Assainissement non collectif</b>	
Filière « Traitement » à installer et à entretenir	<b>1</b>
Filière complète à entretenir	<b>2</b>

*Le volume de rejet estimé retenu a été calculé en ne prenant en compte uniquement les habitations à raccorder et la consommation moyenne par habitant soit 116 l/j/hab.*

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales ou unitaires existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

### Synthèse financière – scénario n°1 :

<b>SYNTHESE</b>			
	Collectif public	Collectif privé	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	14 Logement(s)	14 Logement(s)	1 Logement(s)
Coût total	<b>157 090 €</b>	<b>14 060 €</b>	<b>3 720 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	14 Logement(s)	-	2 Logement(s)
Coût total	<b>2 282 €</b>	-	<b>152 €</b>

## **8. SECTEUR IV : SCÉNARIO N°2**

### Description Technique :

2 habitations sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé ». Au regard de la conformité des équipements (questionnaires et enquêtes), une seule filière (uniquement la partie traitement) serait à réhabiliter du type « Filtre à sable vertical drainé »

Les équipements existants et ceux imposés par l'aptitude des sols sont :

- 1 habitation aux normes,
- 1 habitation sans traitement.

Concernant les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

#### Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Traitement » à installer	<b>FSVD</b>	<b>1</b>
Filière complète à entretenir	<b>FSVD</b>	<b>2</b>

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

#### Synthèse financière – Scénario n°2 :

<b>SYNTHESE</b>	
	<b>Non-Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	1 Logements
Coût total	3 720 €
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	2 Logements
Coût total	152 €

### **9. SECTEUR V : SCÉNARIO N°1**

#### Description Technique :

Le scénario proposé concerne le raccordement de 2 habitations réparties sur le hameau de Rongfer.

Une conduite gravitaire de type « Eaux Usées » (210 ml) est proposée établie sous le chemin de Rongfer. Après avoir recueilli les effluents des 2 habitations existantes, cette conduite gravitaire rejoint la canalisation de type « Eaux Usées » déjà en place au niveau de ce chemin.

Les contraintes d'habitat à l'assainissement collectif révèlent la présence de quelques contraintes mineures (aménagements au sol et paysager), soit 2 habitations en contraintes de classe B.

#### Eléments du projet :

<b>Assainissement collectif</b>	
Nombre de boîtes de branchement à installer et à entretenir	<b>2 unités</b>
Conduite gravitaire sous voirie communale	<b>210 ml</b>
Volume de rejet théorique retenu	<b>212 m<sup>3</sup>/an</b>

*Le volume de rejet estimé retenu a été calculé en ne prenant en compte uniquement les habitations à raccorder et la consommation moyenne par habitant soit 116 l/j/hab.*

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales ou unitaires existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

#### Synthèse financière – scénario n°1 :

<b>SYNTHESE</b>		
	<b>Collectif public</b>	<b>Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	2 Logements	2 Logements
Coût total	36 920 €	2 280 €
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	2 Logements	
Coût total	109 €	



## 10. SECTEUR V : SCENARIO N°2

### Description Technique :

2 habitations, dites en secteur V, sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé surélevé ». Au regard de la conformité des équipements (questionnaires et enquêtes), aucune filière.

Les équipements existants sont :

- 2 habitations aux normes.

### Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Complète » à entretenir	<b>FSVD Sur</b>	<b>2</b>

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

### Synthèse financière – Scénario n°2 :

<b>SYNTHESE</b>	
	<b>Non-Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	2 Logements
Coût total	-
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	2 Logements
Coût total	<b>152 €</b>

## 11. SECTEUR VI : SCÉNARIO N°1

### Description Technique :

Le scénario proposé concerne le raccordement de 11 habitations réparties de la manière suivante : Route de Chaleins (7 habitations), Chemin du Petit (3 habitations) et Chemin du Bicheron (2 habitations).

Rappelons également que les habitations, dans l'obligation de se raccorder, doivent déconnecter les prétraitements existants (fosse septique ou fosse toutes eaux).

Une conduite gravitaire de type « Eaux Usées » (770 ml) est proposée établie sous la route de Chaleins. Après avoir recueilli les effluents des 7 habitations existantes, cette conduite gravitaire rejoint la canalisation existante RD 933 (au niveau de l'intersection du « Chemin des Tulles »).

Un second collecteur gravitaire de type « Eaux Usées » (140 ml) est mis en place « Chemin du Petit » et rejoint la nouvelle conduite « Route de Chaleins ». Elle permet la collecte des effluents de trois habitations.

Un troisième collecteur est implanté « Chemin du Bicheron » (160 ml) et se poursuit jusqu'au niveau de cette nouvelle canalisation « Route de Chaleins ».

En ce qui concerne le Château de Montbrian, il a été retenu 1 logement constitué de 9 appartements soit environ 24 EH.

Les contraintes d'habitat à l'assainissement collectif et non collectif révèlent la présence de quelques contraintes mineures (aménagements au sol et paysager), soit 11 habitations en contraintes de classe B.

Au vue des distances de canalisation à mettre en place pour le raccordement d'une habitation « Chemin du Bicheron », 1 filière d'assainissement non collectif type filtre à sable vertical surélevé est judicieux à mettre en place alors que l'habitation à proximité des réseaux pourrait être raccordée. Au regard de la conformité des équipements (questionnaires et enquêtes), la filière ne serait à réhabiliter.

#### Eléments du projet :

<b>Assainissement collectif</b>	
Nombre de boîtes de branchement à installer et à entretenir	<b>11 unités</b>
Conduite gravitaire sous voirie communale	<b>1070 ml</b>
Volume de rejet théorique retenu	<b>1164 m<sup>3</sup>/an</b>
<b>Assainissement non collectif</b>	
Filière complète à entretenir	<b>1</b>

*Le volume de rejet estimé retenu a été calculé en ne prenant en compte uniquement les habitations à raccorder et la consommation moyenne par habitant soit 116 l/j/hab.*

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales ou unitaires existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

#### Synthèse financière – scénario n°1 :

<b>SYNTHESE</b>			
	Collectif public	Collectif privé	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	11 Logement(s)	11 Logement(s)	1 Logement(s)
Coût total	<b>188 610 €</b>	<b>12 540 €</b>	<b>0 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	11 Logement(s)		1 Logement(s)
Coût total	<b>599 €</b>		<b>76 €</b>

## **12. SECTEUR VI : SCENARIO N°2**

#### Description Technique :

12 habitations, dites en secteur VI, sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé ». Au regard de la conformité des équipements (questionnaires et enquêtes), une seule filière (uniquement la partie traitement) serait à réhabiliter du type « Filtre à sable vertical drainé surélevé ».

Les équipements existants et ceux imposés par l'aptitude des sols sont :

- 3 habitations aux normes,
- 2 habitations sans traitement
- 1 habitation sans bac à graisse et traitement,
- 6 habitations filière inconnue.

Concernant les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

### Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Traitement »	<b>FSVD Sur</b>	<b>2</b>
Filière « Bac à graisse et Traitement »	<b>BG + FSVD Sur</b>	<b>1</b>
Filière complète (prétraitement et traitement)	<b>FSVD Sur</b>	<b>6</b>
Filière à entretenir	<b>12</b>	

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

### Synthèse financière – Scénario n°2 :

<b>SYNTHESE</b>	
	<b>Non-Collectif privé</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>	9 Logements
Coût total	<b>74 670 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	12 Logements
Coût total	<b>1 452 €</b>

## **13. SECTEUR VII : SCÉNARIO N°1**

### Description Technique :

Le scénario proposé concerne le raccordement de 3 habitations.

Une conduite gravitaire de type « Eaux Usées » (100 ml) est mise en place « Chemin des Pierres ». Après avoir recueilli les effluents d'une seule habitation, cette conduite gravitaire rejoint la conduite gravitaire existante « Chemin de Port Rivière ».

Concernant deux habitations situées en contrebas du « Chemin des Pierres », elles seront équipées d'un poste de refoulement individuel afin de permettre la collecte des eaux usées au niveau du collecteur implanté « chemin des Pierres ». Le raccordement de ces habitations se fera par la mise en place d'une conduite de refoulement (120 ml) qui acheminera les effluents au niveau de la canalisation existante « Chemin des Pierres ».

Au vue de la distance de canalisation à mettre en place pour le raccordement d'une habitation et des trois cabanons de pêche et de leur position topographique par rapport au « Chemin des Pierres » 4 filières d'assainissement non collectif type filtre à sable vertical surélevé sont judicieux à mettre en place alors que l'habitation à proximité des réseaux pourrait être raccordée.

Au regard de la conformité de l'équipement (questionnaire et enquête), la filière de l' habitation ne serait pas à réhabiliter.

Les contraintes d'habitat à l'assainissement collectif et non collectif révèlent la présence de quelques contraintes mineures (aménagements au sol et paysager), soit 7 habitations en contraintes de classe B.

Eléments du projet :

<b>Assainissement collectif</b>	
Nombre de boîtes de branchement à installer et à entretenir	<b>3 unités</b>
Nombre de postes de refoulement individuels à installer et à entretenir	<b>2 unités</b>
Conduite gravitaire sous voirie communale	<b>100 ml</b>
Conduite de refoulement sous voirie communale	<b>120 ml</b>
Volume de rejet théorique retenu	<b>317 m<sup>3</sup>/an</b>
<b>Assainissement non collectif</b>	
Filière complète (prétraitement et traitement)	<b>3</b>
Filière complète à entretenir	<b>4</b>

*Le volume de rejet estimé retenu a été calculé en ne prenant en compte uniquement les habitations à raccorder et la consommation moyenne par habitant soit 116 l/j/hab.*

*Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales ou unitaires existants ou via les réseaux de fossés communaux.*

Synthèse financière – scénario n°1 :

<b>SYNTHESE</b>			
	Collectif public	Collectif privé	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	3 Logement(s)	3 Logement(s)	3 Logement(s)
Coût total	<b>18 830 €</b>	<b>13 060 €</b>	<b>23 625 €</b>
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	3 Logement(s)		7 Logement(s)
Coût total	<b>163 €</b>		<b>532 €</b>

## 14. SECTEUR VII : SCÉNARIO N°2

Description Technique :

7 habitations sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour ce secteur, à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé surélevé ». Au regard de la conformité des équipements existants (questionnaires et enquêtes), aucune filière de traitement serait à réhabiliter.

Les équipements existants sont :

- 4 habitations aux normes,
- 3 habitations dont la filière n'est pas connue.

Eléments du projet :

<b>Assainissement non collectif</b>		
Filière « Complète » (prétraitement et traitement)	<b>FSVD Sur</b>	<b>3</b>
Filière « Complète » à entretenir	<b>FSVD Sur</b>	<b>7</b>

Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.

#### Synthèse financière – Scénario n°2 :

SYNTHESE	
	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	3 Logements
Coût total	23 625 €
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	7 Logements
Coût total	532 €

### 15. SECTEUR VIII : SCENARIO UNIQUE

#### Description Technique :

19 habitations sont concernées par ce scénario. L'étude de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif conclue, pour les habitations localisées « Chemin du Liamby et chemin de Port Rivière » à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé partiellement surélevé » et pour les habitations identifiées « Chemin du Halage et sentier des Bonnevières » à un équipement du type « Filtre à sable vertical drainé surélevé ».

Les équipements existants et ceux imposés par l'aptitude des sols sont :

- 2 habitations sans traitement (Sentier des Bonnevières)
- 19 habitations filière inconnue (Chemin du Liamby, chemin de Port Rivière, sentier des Bonnevières et chemin du Halage),

Concernant les contraintes d'habitat à l'assainissement non collectif, la majorité des habitations considérées ne présentent que quelques contraintes mineures (majoration appliquée aux travaux égale à 20 %).

#### Eléments du projet :

Assainissement non collectif		
Filière « Traitement »	FSVD Sur	2
Filière complète (prétraitement et traitement)	FSVD Sur	7
Filière à entretenir	9	

Les eaux pluviales seraient gérées sur site, via les réseaux d'eaux pluviales existants ou via les réseaux de fossés communaux.

#### Synthèse financière – Scénario unique :

	Non-Collectif privé
<b>INVESTISSEMENTS</b>	9 Logements
Coût total	96 630 €
<b>CHARGES ANNUELLES D'EXPLOITATION</b>	9 Logements
Coût total	1 224 €

Le tableau ci-après synthétise la répartition des coûts pour chacun des scénarii envisagés pour la commune

SCENARII D'ASSAINISSEMENT	INVESTISSEMENTS		COUTS D'EXPLOITATION	
	Coût total (domaine public)	Coût total (domaine privé)	Coût total (domaine public)	Coût total (domaine privé)
<b>Secteur I</b>				
<b>Scénario unique</b> : Assainissement collectif	-	- €	27 681 €	- €
<b>Secteur II</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement Collectif	19 440 €	4 560 €	217 €	-
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Autonome	-	18 888 €	-	424 €
<b>Secteur III</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement Collectif	176 610 €	53 960 €	4 024 €	304 €
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Autonome	-	29 520 €	-	380 €
<b>Secteur IV</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement Collectif	157 090 €	17 780 €	2 282 €	152 €
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Autonome	-	3 720 €	-	152 €

*Selon le choix du scénario de la commune, une combinaison des différentes propositions est à effectuer afin d'obtenir une estimation financière complète et cohérente.*



SCENARII D'ASSAINISSEMENT	INVESTISSEMENTS		COUTS D'EXPLOITATION	
	Coût total (domaine public)	Coût total (domaine privé)	Coût total (domaine public)	Coût total (domaine privé)
<b>Secteur V</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement collectif et Autonome	36 920 €	2 280 €	109 €	-
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Collectif avec raccordement et Assainissement Autonome	-	-	-	152 €
<b>Secteur VI</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement Collectif avec refoulement global	188 610 €	12 540 €	599 €	76 €
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Autonome	-	73 605 €	-	1 452 €
<b>Secteur VII</b>				
<b>Scénario n°1</b> : Assainissement Collectif	18 830 €	13 060 €	163 €	228 €
<b>Scénario n°2</b> : Assainissement Autonome	-	23 625 €	-	532 €
<b>Secteur VIII</b>				
<b>Scénario unique</b> : Assainissement Autonome	-	96 630 €	-	1 224 €

*Selon le choix du scénario de la commune, une combinaison des différentes propositions est à effectuer afin d'obtenir une estimation financière complète et cohérente.*

## 16. CHOIX DE ZONAGE

---

Le zonage défini correspond à celui présenté sur la **Carte de Zonage** en annexe 12.

Sur cette carte sont différenciés les secteurs destinés à l'assainissement autonome et les secteurs destinés à l'assainissement collectif.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la commune entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement autonome, obligatoire avant le 31 décembre 2005, s'en trouve ainsi facilitée. L'arrêté du 6 mai 1996 précise les modalités de ce contrôle.

Le Conseil Municipal de la commune de Messimy sur Saône indique après une délibération datée du 2 décembre 2005, qu'il accepte le plan de zonage d'assainissement proposé (copie disponible en annexe 11).

Le dossier de zonage est élaboré à partir des éléments suivants :

Secteur I : Aucune modification sur l'assainissement existant sur la commune, horm

Secteur II : Un mode d'assainissement collectif pour l'ensemble de l'habitat concentré « Chemin des Prairies »,

Secteur III : Un mode d'assainissement collectif pour l'ensemble de l'habitat concentré « Chemin de la Bâtonne, des Rouettes et du Liamby » et un mode d'assainissement non collectif pour 5 habitations dont le vestiaire du stade de football,

Secteur IV : Un mode d'assainissement collectif pour l'ensemble de l'habitat concentré au niveau de la RD 933 et route de Lurcy, trois habitations le long de la RD 933 seront raccordées gravitairement,

Secteur V : Un mode assainissement non collectif pour l'ensemble des habitations concentrées au niveau du « Chemin de Rongefer »,

Secteur VI : Un mode d'assainissement collectif pour l'ensemble de l'habitat concentré route de Chaleins, chemin du Bicheron et du Petit et au niveau de la RD 933,

Secteur VII : Un mode d'assainissement collectif pour l'ensemble de l'habitat concentré « chemin des Pierres », et un mode assainissement non collectif pour 4 habitations,

Secteur VIII : Un mode assainissement non collectif pour toutes les zones non concernées par le zonage d'assainissement collectif.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant plusieurs critères :

### **Contraintes parcellaires :**

Les habitations actuellement non raccordables disposent d'une surface suffisante pour la mise en place d'une filière d'assainissement autonome réglementaire.

### **Aspects environnementaux**

Aucune pollution n'est aujourd'hui avérée sur le territoire communal à proximité des habitations non desservies par le traitement collectif.

### **Aspects techniques et économiques :**

Pour les secteurs éloignés du bourg, ou les logements en périphérie, un raccordement serait a priori plus onéreux que la mise en place de filières d'assainissement autonome pour chaque habitation.

## ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune prend en charge toutes les dépenses sur les ouvrages d'assainissement collectif sous domaine public et privé (servitude de passage) en termes d'investissement et d'entretien.

La réglementation appliquée en matière d'assainissement collectif est référencée au règlement d'assainissement dans le rapport complet « **Schéma Directeur d'Assainissement** ».

Un exemple de règlement communal du service d'assainissement collectif est disponible en annexe 6.

## COUTS DU PROJET

### 1. AIDES ACTUELLES

---

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

Le transport concerne les ouvrages depuis le dernier embranchement de collecte jusqu'au site de traitement. La collecte n'est prise en charge que par les dotations de l'Etat et se limite à la collecte publique, excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Le montant total des subventions accordées au Maître d'ouvrage public ne doit pas, selon la loi, excéder 80%.

### 2. MODALITES D'ELIGIBILITE AUX AIDES

---

Les subventions sont octroyées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude technique et un devis estimatif. Il existe des délais pour déposer les dossiers et pour réaliser les travaux.

#### 2.1. Critères de subventionnement de l'Agence de l'Eau

*(d'après le 8<sup>ème</sup> programme d'intervention)*

##### Nature des Opérations

Travaux intéressant les systèmes de traitement de plus de 200 EH. Travaux de réhabilitation sur réseau tels que : élimination des eaux claires parasites, interventions sur réseau d'eaux usées, mise en place d'un collecteur eaux usées. Les interventions liées au réseau d'eaux pluviales ne sont pas éligibles.

##### Modalités d'intervention

La collectivité concernée doit disposer d'un schéma d'assainissement avec zonage justifiant le choix du mode d'assainissement.

L'aide de l'Agence est apportée à des opérations montées par une structure collective et concernant un programme de travaux unique (pour les deux modes d'assainissement).

Les ouvrages sont pris en compte pour leur coût réel, le montant retenu pouvant être plafonné si le coût des investissements est supérieur au coût plafond fixé par l'Agence.

L'Agence de l'Eau intervient également dans le cadre du Contrat Départemental (Contrat 2005 / 2006 en cours de signature, mars 2005), lorsque des rejets engendrent une pollution avérée perturbant fortement le milieu récepteur.

#### 2.2. Critères de subventionnement du Conseil Général de l'Ain

- Travaux de création, d'extension ou de restructuration de réseau de collecte.
- Travaux de création ou d'amélioration de systèmes de traitement collectif.
- Les interventions liées au réseau d'eaux pluviales ne sont pas éligibles.
- Evolution des taux de subventionnement dans le temps et en fonction de la fiscalité.

### 3. TAUX DE SUBVENTIONS ACTUELS

---

Les taux de subvention sont les suivants :

SUBVENTIONS		Agence de l'Eau	Conseil Général	TOTAL
ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Réseau de collecte	0 %	35 %** du montant subventionnable	35 %
	Réhabilitation sur réseau	29 %*		64 %
	Traitement	37 %**		72 %

\*Montants plafonds déterminés en fonction du nombre d'équivalent habitant transporté

\*\*Montants plafonds non spécifiés, étude au « cas par cas », en référer aux organismes financeurs

#### 4. CHARGES POUR LA COMMUNE

Il reste donc à charge de la commune :

- ☞ La part de l'investissement non subventionné
- ☞ L'entretien et la maintenance du système d'assainissement
- ☞ Les frais de fonctionnement du service d'assainissement collectif

#### 5. SOURCES DE REVENUS

Le service d'assainissement, étant reconnu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (code des collectivités territoriales, chapitre IV).

##### Taxations ponctuelles

Elles concernent notamment :

- ☞ la participation pour le raccordement à l'égout (PRE) qui peut être demandée au propriétaire des constructions édifiées postérieurement à la mise en service de l'égout.
- ☞ pour les habitations neuves, on considère que le particulier a été dispensé de la mise en place d'une installation individuelle et qu'à ce titre, la participation peut s'élever à 80 % du montant d'un tel dispositif.

##### Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance, proportionnelle à la consommation d'eau de l'usager, tout en pouvant également comporter une part fixe (couverture des charges fixes du service d'assainissement collectif ou non collectif).

#### 6. INTEGRATION DANS LE BUDGET COMMUNAL

Les agglomérations de moins de 3 000 habitants peuvent recourir au budget général pour financer une partie des dépenses du service d'assainissement. Le Plan Comptable M49 doit le faire apparaître.

#### 7. IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

L'ensemble des travaux à réaliser, liés aux scénarii de traitement, représente un coût important et le financement peut être affecté à la consommation d'eau potable. Ainsi, l'indice de l'investissement est déterminé sur le m<sup>3</sup> d'eau consommée d'après les hypothèses suivantes :

- Coûts des travaux,
- Aides éventuelles Agence de l'Eau et Conseil Général,
- Durée de l'emprunt : 15 ans,
- Taux d'intérêt : 4%,
- Charges d'exploitations,

- Population théorique raccordée en 2005 : 800 personnes,
- Consommation moyenne AEP : 116 l/j/hab., soit 40 350 m<sup>3</sup>/an pour la population raccordée.

Les montants financiers de référence sont :

Le prix du mètre cube d'eau, au premier semestre 2005, est de l'ordre de **1,22 € HT** (source : SDEI – Châtillon sur Chalaronne).

Coût estimatif de la construction d'une future station de traitement (capacité nominale de 1500 EH) : 550 €/EH (incluant un surcoût lié aux contraintes de l'existant).

Le tableau ci-après présente les valeurs du surcoût sur le prix de l'eau.

Scénarii retenus par secteur		
Nombre d'habitants raccordés au réseau (estimation 2005)	998	998
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Collecte	597 500 €	597 500 €
Transfert	0 €	0 €
Traitement	0 €	825 000 €
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS</b>	<b>597 500 €</b>	<b>1 422 500 €</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES</b>	<b>597 500 €</b>	<b>1 422 500 €</b>
<b>SUBVENTIONS</b>		
<b>Agence de l'eau</b>		
29 % réseau EU	0 €	0 €
37 % traitement	0 €	305 250 €
Montant plafond	non spécifié	non spécifié
<b>Conseil Général</b>		
35 % du montant subventionnable (réseau + traitement)	209 125 €	497 875 €
Montant plafond	non spécifié	non spécifié
<b>Montants Retenus</b>		
Subventionnement Agence de l'Eau	0 €	305 250 €
Subventionnement Conseil Général	209 125 €	497 875 €
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>209 125 €</b>	<b>803 125 €</b>
<b>MONTANT TOTAL A FINANCER PAR LA COMMUNE</b>	<b>388 375 €</b>	<b>619 375 €</b>
Intérêt annuités	9 039 €	14 416 €
Capital Annuités	25 892 €	41 292 €
<b>Annuités Emprunt Principal (4% sur 15 ans)</b>	<b>34 931 €</b>	<b>55 707 €</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>35 075 €</b>	<b>35 075 €</b>
<b>MONTANT TOTAL ANNUEL</b>	<b>70 006 €</b>	<b>90 782 €</b>
<b>Consommation d'eau estimée</b>	<b>48 809 m3</b>	<b>48 809 m3</b>
<b>SURCOUT SUR LE PRIX DE L'EAU</b>	<b>1,43 €</b>	<b>1,86 €</b>

## **ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

## ZONES CONCERNEES ET FILIERES PRECONISEES

### 1. ZONES CONCERNEES

L'ensemble des résidences établies dans les différents hameaux sont à équiper d'une filière d'assainissement autonome.

La nature des filières à mettre en place est déterminée par l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

### 2. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est déterminée à partir d'une étude des sols, réalisée semaine 12, année 2005 et comprenant 15 sondages de sols et 10 essais de perméabilité.

Les sondages à la tarière ont mis en évidence les unités suivantes :

Unités de sol :

- **Unité 1** : sol, marron à ocre, argileux à granulométrie faible recouvrant une unité argilo-sableuse,
- **Unité 2** : sol, marron à ocre, argileux à granulométrie faible recouvrant une unité argileuse ocre,
- **Unité 3** : sol, marron rouille, argilo-sableux en profondeur à granulométrie faible recouvrant une unité sableuse argileuse ocre rouille.

Perméabilité :

Les essais d'infiltration présentent des valeurs de perméabilité relativement faibles, proches du zéro et nettement inférieures à 0,4 mm/min.

Des traces d'hydromorphie temporaire ou permanente à moins de 1 mètre de profondeur ont été mises en évidence sur 8 sondages des 20 réalisés.

La classe d'aptitude obtenue par la méthodologie S.E.R.P. est de 4. La dispersion dans le sol est pratiquement impossible et la présence de traces d'hydromorphie à de faibles profondeurs pour certains secteurs sondés oriente le choix d'un équipement de filières autonomes du type :

- **Filtre à sable vertical drainé**, pour les secteurs suivants : « Chemin de la Bâtonne, des Rouettes, RD 933 et Route de Lurcy »,
- **Filtre à sable vertical drainé partiellement surélevé**, pour les secteurs suivants : « Chemin du Port Rivière » et « Chemin du Liamby »
- **Filtre à sable vertical drainé surélevé** : pour les secteurs suivants : « Chemin du Bicheron, Chemin de La Prairie, Chemin de Rongfer, Sentier des Bonnevières, Chemin des Pierres, Route de Chaleins, Chemin du Petit, Chemin du Halage ».

Concernant la faisabilité de mise en place des systèmes pour les habitations existantes, susceptibles d'être assainies à la parcelle, rappelons que ces résultats sont à associer avec les résultats de l'étude des contraintes d'habitat pour l'assainissement non collectif.

L'étude des parcelles a révélé des pentes généralement comprises entre 2 et 5 %. Les habitations investiguées présentent généralement quelques contraintes mineures (Aménagement au sol et paysager). (Cf. Carte des contraintes d'habitat – Assainissement non collectif (Annexe 7)).

La Carte d'Aptitude des sols à l'assainissement non-collectif avec localisation des sondages est exposée en annexe 8 et une description des filières d'assainissement non collectif adaptées est disponible en annexe 9.



## ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, Chapitre II « Assainissement et Distribution d'eau », signale de nouvelles dispositions, dont l'article L33, enrichi ultérieurement par l'Arrêté du 6 mai 1996 :

*« Les communes prennent obligatoirement en charge [...] les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.*

*Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif ».*

Le contrôle technique exercé par la commune sur les système d'assainissement non collectifs comprend :

- La vérification de la conception , de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages,
- La vérification périodique de leur bon fonctionnement

L'assainissement individuel fonctionne si et seulement si :

- Le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable)
- La réalisation de ce dispositif est confié à des entreprises expertes,
- Le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier pour en assurer le bon fonctionnement et donc diminuer les nuisances à l'aide d'une convention d'entretien, de vidange par la commune ou par une entreprise.

Ce dernier impose l'élimination des matières de vidange dans des conditions techniques et réglementaires conformes et donc l'existence d'un lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur traitement (dépotage sur une station d'épuration adaptée pour ce genre d'opération).

Un exemple de règlement communal du service d'assainissement non collectif est disponible en annexe **10**.

## COUTS DU PROJET

### 1. MODALITES D'ELIGIBILITE AUX AIDES

Les subventions sont octroyées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude géotechnique et un devis estimatif. Il existe des délais pour déposer les dossiers et pour réaliser les travaux.

Sachant que le Conseil Général ne subventionne pas les investissements liés à l'assainissement non collectif, les critères de subventionnement de l'Agence de l'Eau sont (d'après le 8<sup>ème</sup> programme d'intervention) :

#### Nature des Opérations

Travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif présentant un fonctionnement défectueux engendrant des problèmes de pollution avérée du milieu naturel ou présentant des risques au regard de la salubrité et de la santé publique. Les équipements réalisés pour de nouvelles habitations sont exclus du champ des aides de l'Agence.

#### Modalités d'intervention

La collectivité concernée doit disposer d'un schéma d'assainissement avec zonage justifiant le choix du mode d'assainissement.

L'aide de l'Agence est apportée à des opérations montées par une structure collective et concernant un programme de travaux unique (pour les deux modes d'assainissement).

La collectivité doit apporter l'assurance de la mise en œuvre d'une politique de contrôle et de suivi des installations non collectives.

L'Agence de l'Eau intervient également dans le cadre du Contrat Départemental (Contrat 2005 / 2006 en cours de signature, mars 2005), lorsque des rejets engendrent une pollution avérée perturbant fortement le milieu récepteur.

### 2. TAUX DE SUBVENTIONS ACTUELS

Les taux de subvention sont les suivants :

SUBVENTIONNEMENTS	Agence de l'Eau	Conseil Général	TOTAL
Filière complète d'assainissement autonome	50 % *** du montant subventionnable	0 %	50 %

\*\*\* Montant plafond de l'ordre de 7 125 € HT / installation (habitation de 3 habitants) ; dé plafonnement possible au cas par cas

### 3. CHARGES POUR LA COMMUNE

Il reste donc à charge de la commune :

- ☞ Les frais de fonctionnement du service de contrôle des installations
- ☞ L'entretien si la commune l'a pris en charge

### 4. SOURCES DE REVENUS

Le service d'assainissement, étant reconnu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (code des collectivités territoriales, chapitre IV).

### **Taxations ponctuelles**

Elles concernent notamment :

- ☞ la participation pour le raccordement à l'égout (PRE) qui peut être demandée au propriétaire des constructions édifiées postérieurement à la mise en service de l'égout.
- ☞ pour les habitations neuves, on considère que le particulier a été dispensé de la mise en place d'une installation individuelle et qu'à ce titre, la participation peut s'élever à 80 % du montant d'un tel dispositif.
- ☞ le contrôle de conception et de réalisation des installations d'assainissement autonome, le contrôle de fonctionnement et, le cas échéant, les frais d'entretien des filières autonome..

### **Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée**

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance, proportionnelle à la consommation d'eau de l'usager, tout en pouvant également comporter une part fixe (couverture des charges fixes du service d'assainissement collectif ou non collectif).

## **5. COUTS DU PROJET**

---

Aucun impact financier n'est reporté dans ce document concernant les réhabilitations des équipements d'assainissement non-collectif. En effet, aucune pollution du milieu n'est avérée sur le territoire de la commune et les organismes publics de contrôle et de suivi des installations d'assainissement autonome (SPANC) ne sont pas encore créés (structures juridiquement aptes à recevoir un financement de l'Agence de l'Eau).

Le tableau présenté ci-après récapitule, sur la base des questionnaires d'enquêtes retournés (soit 45 au total), les équipements existants, la conformité ou non-conformité réglementaire de ces équipements, les réhabilitations nécessaires en fonction des aptitudes locales des sols à l'assainissement non collectif et une estimation financière en partie privative.

Adresse	Nom	Pré traitement		Traitement	Evacuation		Conformité	Réhabilitation	Coûts
		Lavabos, machine à laver	WC		Eaux usées				
Chemin de la PRAIRIE	C.E	Aucun	Fosse septique	Ne sait pas		Fossé	Non conforme	Bac à graisse et Traitement	2 600€
	D.J	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	P.S	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	Q.A	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Ne sait pas		Ne sait pas	Non conforme	Traitement	2 100 €
Chemin des PIERRES	B.G	Bac à graisse	Fosse septique	Filtre à sable vertical drainé		Puits perdu	Conforme	Aucune	0 €
	C.G	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	F.G	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	UC.H	Bac à graisse	Fosse septique	Filtre à sable vertical drainé		Puits perdu	Conforme	Aucune	0 €
Chemin du LIAMBY	A.L	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	C.G	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	D.P	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	F.Y	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €
	G.B	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Filtre à sable drainé vertical		Fossé	Conforme	Aucune	0 €

		Pré traitement		Traitement	Evacuation		Conformité	Réhabilitation	Coûts
Adresse	Nom	Lavabos, machine à laver	WC		Eaux usées				
Sentier des Bonnevières	B.Y	/	/	/	/	/	Non conforme	Filière complète	5 150 €
RD 933	BV.L	Bac à graisse	Fosse septique	Ne sait pas	Fossé		Non conforme	Traitement	1 900 €
	CP .N	Bac à graisse	Fosse septique	Aucun	Puits perdu		Non conforme	Traitement	1 900 €
	F.C	Ne sait pas	Fosse septique	Ne sait pas	Fossé		Non conforme	Bac à graisse et Traitement	2 400 €
	F.J	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux	Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
	M.X	Aucun	fosse toutes eaux	Aucun	Puits perdu		Non conforme	Bac à graisse et Traitement	2 400 €
	M.M-J	Bac à graisse	Fosse septique	Ne sait pas	Puits perdu		Non conforme	Traitement	1 900 €
	PS.V	Bac à graisse	Fosse septique	Aucun	Puits perdu, égout, fossé		Non conforme	Traitement	1 900 €
	R.M	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
	V.M	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €

		Prétraitement		Traitement		Evacuation		Conformité	Commentaires	Coûts
Adresse	Nom	Lavabos, machine à laver	WC			Eaux usées				
Chemin du RONGEFER	C.P	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		conforme	Aucune	0 €
	G.D	Fosse toutes eaux	Fosse tout eaux	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		conforme	Aucune	0 €
En DURIN	B.J	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
	R	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
Chemin du PETIT	G.R	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Aucun		Puits perdu		Non conforme	Traitement	2 100 €
	P.Y	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Ne sait pas		Puits perdu		Non conforme	Traitement	2 100 €
Chemin de la BATONNE	C.R	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
	G.A	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Fossé		Conforme	Aucune	0 €
Chemin des ROUETTES	A.M	Fosse toutes eaux	Fosse septique	Aucun		Fossé		Non conforme	Traitement	1 900 €
Chemin du BICHERON	G.D	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		Dispersion en surface		Conforme	Aucune	0 €
	R.J	Bac à graisse	Fosse septique	Tranchées d'infiltration		/		Conforme	Aucune	0 €

		Prétraitement			Traitement	Evacuation		Conformité	Commentaires	Coûts
Adresse	Nom	Lavabos, machine à laver	WC			Eaux usées				
Route d'ARS	L.E	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux		Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €	
Route de CHALEINS	C.L	Bac à graisse	Fosse septique		Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €	
	E.B.S	Ne sait pas	Fosse septique		Ne sait pas	Ne sait pas	Non conforme	Bac à graisse et Traitement	2 600 €	
Route de Lurcy	C.P	Bac à graisse	Fosse septique		Ne sait pas	Fossé	Non conforme	Traitement	1 900 €	
	G.E	Bac à graisse	Fosse septique		Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €	
	R.M-T	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux		Aucun	Puits perdu	Non conforme	Traitement	1 900 €	
	R.P	Bac à graisse	Fosse septique		Tranchées d'infiltration	Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €	
Sentier Les Bonnevièvres	R.J	Bac à graisse	Fosse septique		Ne sait pas	Puits perdu	Non conforme	Traitement	2 100 €	
	C.M-J	Fosse toutes eaux	Fosse toutes eaux		Ne sait pas	Puits perdu	Non conforme	Traitement	2 100 €	
	V.M	Ne sait pas	non répondu		Ne sait pas	Ne sait pas	Non conforme	Filière complète	5 150 €	
194, chemin des Rouettes	N.B	Fosse Toutes eaux	Microstation		Microstation	Dispersion en surface	Conforme	Aucune	0 €	

## **LES EAUX PLUVIALES**



# GESTION DES EAUX PLUVIALES

## 1. GENERALITES

Pour la maîtrise du ruissellement et de l'écoulement des eaux pluviales la loi 92-3 du 3 janvier 1992 article 35 III impose aux communes de délimiter après enquête publique :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales lorsque la pollution qu'elles apportent nuit gravement au milieu naturel.

La maîtrise du ruissellement des eaux pluviales, ainsi que celle de leur qualité passe par des règles d'urbanisme. Elles sont fondées sur le "droit à rejeter" en fonction de l'apport des surfaces actives des zones urbanisées.

On peut distinguer :

les eaux de toitures qui peuvent être infiltrées dans le sol, ou rejetées vers le réseau pluvial, sans préjudice pour le milieu récepteur,

toutes les eaux de ruissellement au sol qui peuvent être chargées de pollution (voirie, parking...).

Cette seconde catégorie peut nécessiter, dans le cas d'une commune où l'urbanisation est importante, la création d'ouvrages ou d'équipements tels que :

- o revêtements perméables de chaussées,
- o stockages en bord de voirie,
- o fossés routiers, tranchées, accotements plus ou moins pentus,
- o zones d'expansion de crues, pour les ruisseaux à régime fortement variable.

Il existe également des **techniques alternatives au « tout réseau »** pour les eaux pluviales :

- o la solution prioritaire, lorsqu'elle est possible, est l'épandage des eaux au niveau de la parcelle,
- o lorsque la nappe affleure à 0,5 - 1 m du sol, la création de fossés permet d'abaisser son niveau et les eaux de toiture peuvent y être dirigées,
- o lorsqu'il existe un talweg, et des problèmes d'engorgement en eau au pied de talweg, celui-ci pourra être drainé et les eaux pluviales pourront être dirigées. La zone devra cependant être classée inconstructible,
- o les éventuelles sources pourront être mises en valeur pour la création de fontaines,
- o le stockage d'eaux de toiture à la parcelle permet sa réutilisation pour des usages domestiques (après filtration) tels qu'arrosage de jardin, alimentation du lave linge, le lave vaisselle, les sanitaires, c'est-à-dire les usages non alimentaires (une ultra filtration serait alors nécessaire). Sur ce principe, de l'eau stockée à partir des voiries pourrait être réutilisée pour des usages divers ou servir de réserve pour incendies,
- o la création de fossés drainant par rapport à un busage permet l'infiltration des eaux de pluies et un volume de restitution moindre à l'exutoire. Des redents peuvent en plus être créés pour faire séjourner l'eau au maximum dans ces endroits.

Les décrets d'application de la loi sur l'eau de 1992, en date du 29 Mars 1993, instituent une procédure de déclaration pour un rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles pour une superficie desservie de 1 à 20 hectares. Au delà, le projet dépend du régime de l'autorisation. Dans les deux cas, les ouvrages seront exploitables uniquement après réalisation d'une notice d'incidence fondée sur une étude d'impact.

**Pour la collecte en réseau des eaux de pluie, aucun traitement n'est imposé, et celle-ci n'est pas obligatoire si son intérêt général n'est pas démontré.**

Selon le Code Civil (article 641), « les eaux pluviales appartiennent au propriétaire du terrain qui les reçoit ».

Enfin, chaque commune est tenue de posséder et d'entretenir un système d'approvisionnement en eau indépendant du réseau d'adduction pour lutter contre les incendies (un bassin de stockage restitution peut jouer ce rôle).

(Circulaire interministérielle du 10 décembre 1951)

Les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité. Il est interdit notamment d'y jeter détritiques et autres immondices.

L'évacuation des eaux pluviales doit pouvoir être assurée en permanence. Les pouvoirs généraux du maire en matière de salubrité ou de lutte contre la pollution peuvent s'appliquer aux eaux pluviales. Mais, il ne peut imposer un système d'évacuation plutôt qu'un autre, dès lors que l'un et l'autre sont autorisés par les règlements généraux (le règlement d'assainissement communal ou le POS) sur les zones tendant à assurer la maîtrise de l'écoulement.

## **2. LES EAUX PLUVIALES SUR LA COMMUNE**

---

Le réseau d'assainissement existant se compose, en partie, de collecteurs eaux pluviales et de tronçons en mode de collecte unitaire. Ceux-ci sont exclusivement équipés d'ouvrages spécifiques de protection hydraulique tels que des déversoirs d'orage et garantissent une gestion efficace des eaux pluviales.

Le territoire communal (voirie) est également desservi par un réseau pluvial superficiel (réseau de fossés) assurant une élimination satisfaisante des eaux de ruissellement.

Concernant le risque inondation, la zone sensible s'étend au niveau de 7 habitations localisées en bordure de la Saône.

La commune précise qu'aucun problème majeur (inondation, ...) n'a été signalé. Aucune proposition complémentaire n'est formulée à ce jour.

## CONCLUSION

## RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENE DANS SA COMMUNE

*L'article L.2212-1 et -2 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé, compromet la salubrité publique.*

Le rôle du Maire est de :

- Assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte
- Délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés)
- Mettre en place un règlement d'assainissement communal
- Signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E.)
- Assurer le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif.

Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement collectif et non collectif à un syndicat. Il n'y a pas délégation possible des pouvoirs généraux de Police du Maire.

## **SOMMAIRE DES ANNEXES**

ANNEXE 1 : CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°97- 49 DU 22 MAI 1997 .....	51
ANNEXE 2 : ARRETE DU 6 MAI 1996.....	67
ANNEXE 3 : ARRETE DU 6 MAI 1996 MODIFIE .....	70
ANNEXE 4 : CARTE DE PRESENTATION DES SCENARII D'ASSAINISSEMENT RETENUS.....	77
ANNEXE 5 : CARTE DES CONTRAINTES D'HABITAT A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	78
ANNEXE 6 : EXEMPLE D'UN REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	79
ANNEXE 7 : CARTE DES CONTRAINTES D'HABITAT A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	80
ANNEXE 8 : CARTE D'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ET LOCALISATION DES SONDAGES .....	81
ANNEXE 9 : DESCRIPTION TECHNIQUE DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ADAPTEES.....	82
ANNEXE 10 : EXEMPLE D'UN REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	85
ANNEXE 11 : DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL.....	86
ANNEXE 12 : CARTE DE ZONAGE .....	87

**ANNEXE 1 : CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°97- 49 DU 22  
MAI 1997**

**CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° 97-49 DU 22 MAI 1997**  
**RELATIVE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports, et du tourisme,  
Le ministre du travail et des affaires sociales,  
Le ministre de l'intérieur,  
Le ministre de l'environnement,  
Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, et de la décentralisation,  
Le ministre délégué au logement,  
à mesdames et messieurs les préfets,  
Objet : assainissement non collectif

La loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement. Le décret 94-469 du 3 juin 1994 pris pour son application, relatif au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (anciennement L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes), a prévu en son article 26 la publication d'arrêtés techniques concernant les systèmes d'assainissement non collectif.

Ces arrêtés en date du 6 mai 1996, publiés au Journal Officiel du 8 juin 1996, concernent respectivement les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, et les modalités de mise en oeuvre du contrôle technique que doivent exercer les communes. En application de l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des prestations obligatoires relatives à l'assainissement collectif et non collectif doit être assuré sur l'ensemble du territoire au plus tard le 31/12/2005, ces délais ayant été rapprochés par le décret 94-469 du 3 juin 1994 en matière d'assainissement collectif pour les grandes communes ou celles qui rejettent dans les zones sensibles.

Les objectifs poursuivis par ces textes peuvent se résumer ainsi :

- d'une part, remédier aux insuffisances constatées en matière d'assainissement non collectif et notamment susciter une plus grande rigueur dans l'analyse de l'aptitude des sols à ces techniques, dans le choix des filières et l'entretien des dispositifs ;
- d'autre part, redonner sa place à l'assainissement non collectif comme traitement à part entière auprès des responsables municipaux. Lorsque les conditions techniques requises sont mises en oeuvre, ces filières garantissent des performances comparables à celles de l'assainissement collectif, permettent de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé, en évitant de concentrer les flux polluants et de mettre en oeuvre de petites stations d'épuration posant d'importants problèmes d'exploitation. Le recours à l'assainissement non collectif ne doit cependant pas être un prétexte pour favoriser le développement anarchique de l'urbanisation.

La présente circulaire a pour but d'explicitier les conditions de mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions qui sont détaillées dans les annexes ci jointes :

- l'annexe 1 présente un commentaire général de la réglementation sur l'assainissement non collectif et son articulation avec les autres domaines connexes (santé publique, urbanisme).
- l'annexe 2 précise la conduite à tenir pour mener à bien les études préalables à la délimitation des zones d'assainissement non collectif, prévue à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, qui donnent l'occasion d'engager une réflexion prospective sur l'assainissement dans différentes parties de la commune, de prévoir les équipements nécessaires et d'informer les particuliers sur leurs obligations. Ces études peuvent bénéficier d'importantes aides financières de la part des agences de l'eau.
- l'annexe 3 reprend les considérations techniques pour le choix des dispositifs ou leur dimensionnement qui figuraient en annexe à la circulaire du ministre de la santé du 20 août 1984 relative à l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation.

En vous appuyant sur cette circulaire, nous vous invitons à informer les communes et établissements publics de coopération intercommunale sur les conditions de mise en oeuvre (qui font par ailleurs l'objet de la norme expérimentale P 16-603 de l'association Française de normalisation) et sur l'intérêt de ces dispositifs, et les informer des nouveaux outils dont ils disposent pour les mettre en place.

La présente circulaire abroge :



- la circulaire interministérielle du 20 août 1984 relative à l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation ( J.O. du 21 septembre 1984) complétée par la circulaire du 20 septembre 1985 ;
- les articles 30, 48, 49 et 50 du titre II du règlement sanitaire départemental type institués par la circulaire du ministre de la santé du 9 août 1978, modifiée par la circulaire du 18 mai 1984.

De même nous vous demandons :

- d'abroger dans vos règlements sanitaires départementaux les règles techniques correspondantes ;
- d'inviter les maires à retirer de leurs règlements municipaux les règles qui seraient en contradiction avec l'arrêté du 6 mai 1996.

La présente circulaire a reçu un avis favorable de la mission interministérielle de l'eau en date du 26 juillet 1996.

Vous voudrez bien nous faire part, le cas échéant, des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions.

## **ANNEXE 1 - Commentaires sur les arrêtés du 6 mai 1996 relatifs à l'assainissement non collectif**

### **1 - La définition de l'assainissement non collectif**

L'arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif définit l'assainissement non collectif comme *"tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement"*. Le terme "d'assainissement non collectif" mentionné par le code général des collectivités territoriales doit être considéré comme équivalent de celui "d'assainissement autonome" mentionné par le code de la santé publique.

Cette définition, proche de celle qu'avait donnée la circulaire du 20 août 1984, est directement fondée sur les obligations des particuliers inscrites à l'article L. 33 du code de la santé publique. Elle laisse de côté la classification technique, fondée sur la nature des filières d'assainissement : assainissement individuel, assainissement regroupé, assainissement semi-collectif... Selon la définition de l'arrêté, ces installations relèveront de l'assainissement collectif ou de l'assainissement non collectif en fonction de l'existence ou non d'une obligation de raccordement à un réseau public.

A titre d'illustration, un assainissement dit "regroupé" pourra relever de l'assainissement collectif pour un hameau ou un groupe d'habitations dont les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.

Cette distinction revêt une grande importance vis à vis des obligations de l'usager :

- obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les systèmes collectifs.
- obligation de mettre en oeuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) pour les systèmes non collectifs.

### **2 - Le cadre réglementaire**

Avant 1992, l'assainissement non collectif relevait uniquement du domaine réglementaire. C'étaient l'arrêté technique du 3 mars 1982, pris en application de l'article R 111.3 du code de la construction et de l'habitation, la circulaire du 20 août 1984 et la circulaire du 18 mai 1984 modifiant les articles 30, 48, 49 et 50 du titre II du règlement sanitaire départemental type qui en déterminaient les conditions de mise en oeuvre.

La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif.

L'article L 2224-8 du code général des collectivités territoriales (article 35-I de la loi sur l'eau) précise en effet que : *"Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales, agglomérées et saisonnières"*.

L'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales (article 35-III de la loi sur l'eau), oblige par ailleurs les communes à délimiter notamment des zones d'assainissement collectif et non collectif. Dans les zones relevant de l'assainissement non collectif *"elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien"*.

L'article L. 33 du code de la santé publique, modifié par la loi sur l'eau dispose désormais : *"Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés."*

Le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la loi sur l'eau.

L'article 26 de ce décret, en son alinéa 1er, fixe les obligations des systèmes d'assainissement non collectif : permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il renvoie à cet effet, à deux arrêtés interministériels le soin de déterminer :

- les prescriptions techniques applicables à ces systèmes qui remplacent celles définies par l'arrêté interministériel du 3 mars 1982,
- les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Ces deux arrêtés permettent donc de définir de manière complète et cohérente :

- les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivants de la loi sur l'eau, des articles L. 33 et suivants du code de la santé publique et de l'article R 111.3 du code de la construction et de l'habitation,
- les obligations des communes pour la mise en oeuvre du contrôle technique de ces installations.

### **3 - La qualification du service et son mode de gestion**

#### **3.1 - Qualification du service et conséquence sur son financement**

Les compétences communales définies par l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, concernant le contrôle et, le cas échéant, l'entretien d'installations privées, qui sont prises en charge en vue d'assurer la salubrité publique, constituent des missions de service public.

Le Conseil d'Etat, dans un avis rendu le 10 avril 1996 en formation administrative, a considéré que ces compétences font partie des services publics d'assainissement municipaux mentionnés à l'article L. 2224-11 du code général des collectivités territoriales au même titre que l'assainissement collectif, dès lors les dispositions de l'article L. 2224-10 visent à considérer les besoins d'assainissement comme un tout, et que la loi soumet les deux systèmes à une réglementation commune. Les actions communales dans le domaine de l'assainissement non collectif sont donc soumises aux dispositions législatives qui régissent les services d'assainissement, notamment, les articles L. 2224-8 à L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales.

Le caractère industriel et commercial du service a les conséquences suivantes :

- pour ce qui concerne son financement, il est soumis au régime des services publics industriels et commerciaux (cf. article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales) et donne lieu à des redevances qui ne peuvent être mises à la charge que des usagers ;
- le budget du service doit s'équilibrer en recettes et dépenses (articles L. 2224-1 du code général des collectivités territoriales et R. 372-16 du code des communes) ;
- le produit des redevances est affecté exclusivement au financement des charges du service qui comprennent notamment les dépenses de fonctionnement du service (article R. 372-17 du code des communes) ;
- les redevances doivent trouver leur contrepartie directe dans les prestations fournies par le service, ce qui implique également qu'elles ne peuvent être recouvrées qu'à compter de la mise en place effective de ce service pour l'usager ;
- la tarification doit respecter le principe d'égalité des usagers devant le service.

L'affectation exclusive des redevances au financement des charges du service public exclut, à priori, que le montant de la redevance pour l'assainissement non collectif puisse être le même que celui

exigé des usagers de l'assainissement collectif quand les deux systèmes cohabitent. En effet, dans le cas de l'assainissement non collectif, les charges d'investissement, d'amortissement et, éventuellement, les intérêts de la dette contractée restent à la charge du propriétaire du dispositif et non du service public.

Enfin, le principe d'égalité implique qu'il ne peut y avoir de tarifs différents applicables pour un même service rendu à diverses catégories d'usagers du service de l'assainissement non collectif que s'il existe entre les usagers des différences de situation appréciables.

### **3.2 - Mode de gestion du service**

Les services municipaux d'assainissement collectif et non collectif peuvent être gérés, soit dans une structure unique, soit dans des structures distinctes. Dans l'hypothèse d'une structure unique, les redevances perceptibles ne pouvant être que le prix versé en contrepartie d'un service rendu, son budget doit alors faire apparaître la répartition entre les opérations propres à chacun des deux services. Il ne saurait, en effet, être question que l'un des deux services puisse concourir au financement de l'autre.

En l'état actuel des textes, le support des redevances est la facture payée par l'usager du réseau public de distribution d'eau, en application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967. Celui-ci devrait toutefois faire l'objet d'une prochaine révision pour mieux prendre en compte la spécificité de l'assainissement non collectif.

En ce qui concerne la gestion proprement dite du service, les possibilités offertes en matière d'assainissement collectif sont applicables à l'assainissement non collectif (régie, délégation de service ou prestations de service).

### **4 - La délimitation des zones relevant de l'assainissement non collectif**

Le guide de recommandations pour la mise en œuvre du décret 94-469 et des arrêtés du 22 décembre 1994, annexé à la circulaire du 12 mai 1995 du ministre de l'environnement, commente le contenu souhaitable des études préalables à la définition du zonage entre assainissement collectif et assainissement non collectif.

Il est notamment rappelé que l'un des intérêts du zonage réside dans une analyse a priori de la compatibilité des filières envisagées avec les contraintes et la fragilité particulières du territoire communal.

Les études pédologiques et hydrogéologiques à conduire dans ce cadre ne seront généralement pas détaillées à l'échelle de la parcelle. Les collectivités doivent adapter le contenu technique de ces études à l'importance des populations existantes non desservies et à leurs perspectives de développement. Les plus petites communes réaliseront dans la majorité des cas des études sommaires, sauf dans le cas où cette délimitation est menée conjointement à la réalisation d'un schéma d'assainissement. Il leur est cependant recommandé de faire réaliser une étude plus précise, lorsqu'un doute existe quant au mode d'assainissement à retenir, dans les secteurs :

- déjà urbanisés mais non équipés en assainissement ;
- ouverts à l'urbanisation, en particulier lorsqu'ils sont à priori fragiles ou comprennent des contraintes particulières (zones peu propices à l'infiltration, nappes phréatiques proches...).

Dans ces zones, l'étude devrait logiquement déboucher vers la définition des filières susceptibles d'être retenues.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif devra être cohérente avec les servitudes de protection des points de captage d'eau potable instaurées en application de l'article L. 20 du code de la santé publique.

Les études de sol éventuellement nécessaires à l'établissement des zones d'assainissement non collectif doivent être réalisées à l'initiative des communes, ou des établissements publics de coopération intercommunale intéressés lorsque les communes leur ont délégué cette compétence. Elles ne peuvent donc être mises à la charge des propriétaires ou gestionnaires des terrains ou des maîtres d'ouvrage concernés.

Cette démarche permettra en général de définir deux types de zones relevant de l'assainissement non collectif ;

- les zones dans lesquelles aucune contrainte n'est décelée.

- les zones où des contraintes précises ont pu être identifiées et dans lesquelles seules certaines filières adaptées à ces contraintes seront autorisées.

La démarche type des études figure en annexe 2.

Le Conseil d'Etat a estimé dans son avis précité que la mise en place du service consécutive à l'article L. 2224.8 du code général des collectivités territoriales n'était pas formellement liée à la délimitation des zones d'assainissement non collectif prévue à l'article L. 2224-10 de ce code. Cette délimitation est toutefois vivement recommandée, notamment pour prévenir les risques de contentieux lorsqu'une partie du territoire est susceptible de faire l'objet de modifications sur le mode d'assainissement, à court ou moyen terme.

Il importe en effet que les usagers puissent bénéficier, préalablement à l'intervention de la commune, d'une information complète et détaillée sur leurs nouvelles obligations (droit d'entrée dans les propriétés privées notamment) et les conséquences financières des choix de la collectivité.

## **5 - Le lien avec les dispositions du code de la santé publique**

Les dispositions de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales conduisent à la délimitation du territoire communal selon deux types de zones (assainissement collectif et non collectif). Les prescriptions techniques additionnelles que la commune entend imposer sur certaines parties du territoire - notamment la possibilité d'interdire certaines filières dans des secteurs fragiles identifiés lors de l'étude préalable - doivent être rendues opposables aux tiers, et portées à leur connaissance. La commune peut :

- traduire ces dispositions dans le règlement du plan d'occupation des sols, lorsqu'il existe. Ceci ne peut être envisagé que pour des prescriptions particulièrement simples (interdiction d'une filière par exemple).

- prendre un arrêté municipal édictant ces prescriptions en s'appuyant sur les dispositions de l'article L. 2 du code de la santé publique. Celui-ci prévoit en effet : *"Les décrets mentionnés à l'article L. 1 [décret du 3 juin 1994] peuvent être complétés par des arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou par des arrêtés du maire ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune"*.

Le préfet peut prendre des dispositions analogues au niveau départemental, ce qui pourrait s'avérer opportun lorsque des contraintes supra communales ont été recensées : sous-sol karstique sur un vaste territoire ou zone conchylicole, par exemple. Dans ce cas, une consultation des communes concernées est un préalable indispensable, compte tenu des nouvelles compétences qu'elles exercent en matière de contrôle technique. De la même façon, il convient de veiller à ce que les groupements de communes concernant plusieurs départements ne se voient pas appliquer des contraintes différentes qui ne soient dûment justifiées par des considérations techniques.

## **6 - Le lien avec le code de l'urbanisme**

Les zones d'assainissement collectif ou non collectif peuvent être réalisées soit indépendamment de l'établissement du plan d'occupation des sols soit dans le cadre de l'élaboration ou de la révision de celui-ci. La loi sur l'eau a modifié l'article L. 123.1 du code de l'urbanisme pour donner la possibilité aux communes de délimiter, lors de l'élaboration ou de la révision de leur plan d'occupation des sols, les zones prévues par l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, et si l'autorité compétente en matière d'urbanisme et celle compétente en matière d'assainissement sont identiques, les deux procédures peuvent être conduites conjointement.

Ces zones ne constituent pas un élément des documents graphiques du plan d'occupation des sols au sens de l'article R. 123-18 du code de l'urbanisme et ne sont donc pas accompagnées d'un règlement générateur de servitudes d'urbanisme. Par contre, elles devront figurer dans les annexes sanitaires du plan d'occupation des sols et les dispositions des articles 4 des règlements de zones relatives à la desserte des constructions par les réseaux devront être cohérentes avec ces zones d'assainissement. C'est la raison pour laquelle ces dernières doivent être délimitées le plus en amont possible lorsqu'un plan d'occupation des sols est en cours d'élaboration ou de révision.

Si ces zones sont établies de façon autonome, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il conviendra de les annexer dans les mêmes conditions au plan d'occupation des sols, soit à l'occasion d'une mise à jour de celui-ci en vertu de l'article R. 123-36 du code de l'urbanisme, soit à l'occasion de la révision de ces documents, d'autant plus si des incohérences apparaissent entre les dispositions du plan d'occupation des sols et ces zones d'assainissement.

En tout état de cause, la délimitation de zones d'assainissement non collectif ne saurait être à l'origine du développement d'une urbanisation dispersée contraire aux objectifs définis par le code de l'urbanisme ou d'un développement non contrôlé des zones NB des plans d'occupation des sols.

Il convient d'appeler systématiquement l'attention des communes, disposant ou non d'un document d'urbanisme, sur la nécessité d'une cohérence entre les zones d'assainissement collectif et non collectif et les dispositions d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune.

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols opposable, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition devra être expliquée clairement aux usagers lors de la mise à l'enquête publique du zonage.

A cet égard, les zones d'assainissement collectif, reprenant pour l'essentiel des secteurs urbanisés déjà desservis, devront être délimitées de manière prudente et en tenant compte des capacités de la commune d'assurer les extensions de réseaux qu'appellera le dépôt de nouvelles demandes d'autorisations de construire.

## **7 - Les dispositions introduites par l'arrêté "prescriptions techniques"**

### **7.1 - Conception et implantation**

L'arrêté "prescriptions techniques" est construit très largement autour de dispositions empruntées à l'arrêté du 3 mars 1982 modifié. Les dispositions redondantes (et à fortiori contradictoires) avec cet arrêté et qui figuraient dans les règlements sanitaires départementaux, devront être abrogées.

Les nouvelles responsabilités confiées aux communes ont pour objectif de remédier à l'inadaptation trop répandue des filières existantes au lieu où elles sont implantées. L'assainissement non collectif requiert une grande rigueur et un grand professionnalisme des maîtres d'œuvre et des entreprises. Des actions d'information et de sensibilisation seront nécessaires pour promouvoir la qualité en ce domaine.

### **7.2 - Filières**

L'arrêté renforce le système de préférences entre différentes filières issu de l'arrêté du 3 mars 1982 modifié en disposant que :

- *"le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol"*, ce qui consacre la filière d'épuration par le sol comme la filière de référence ;
- *"les systèmes mis en œuvre (pour les maisons d'habitation individuelles) doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères"* (sauf dans le cas de réhabilitation d'installations existantes), ce qui consacre la préférence de la fosse toutes eaux par rapport à la fosse septique.

Le filtre bactérien percolateur ne fait plus partie des ouvrages consacrés par la réglementation dans la mesure où ses performances ont souvent été jugées insuffisantes ou ses conditions d'utilisation détournées de leur objet.

Le puits d'infiltration peut être utilisé dans les conditions définies à l'article 12 dans le cas où une couche de terrain imperméable empêche le transit normal des effluents vers les couches profondes.

Enfin, la fosse d'accumulation devrait être réservée aux habitations existantes, soit lorsqu'elles sont situées dans des secteurs très fragiles, soit lorsqu'elles représentent des types d'habitat particuliers,

en tout état de cause lorsqu'aucune autre solution n'est envisageable. Il conviendra dans ces cas de veiller à la qualité des matériels utilisés (notamment leur étanchéité) et au traitement convenable des eaux ménagères. Il est rappelé que ces dispositifs comprennent un système de ventilation dont le débouché est situé aussi haut que possible et au dessus des toitures.

Le nouveau régime de dérogation a été conçu pour apporter une plus grande souplesse au régime antérieur découlant de l'arrêté du 3 mars 1982. Il prévoit une dérogation autorisée par le préfet pour une simple adaptation dans certains secteurs, en fonction du contexte local, des filières ou dispositifs décrits dans l'arrêté (exemples : puits d'infiltration, adaptations aux configurations du terrain notamment pour les habitations existantes...). Ces dérogations devraient logiquement être définies sur des zones homogènes de manière à éviter un examen sur chaque dossier.

Une modification de l'arrêté du 6 mai 1996, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, sera nécessaire dans la mesure où l'innovation ou les adaptations apportés aux dispositifs seront susceptibles de concerner plusieurs départements, notamment lorsque le fabricant souhaite mettre sur le marché des dispositifs de traitement dont les caractéristiques ne correspondent pas aux ouvrages décrits en annexe de l'arrêté.

Cette procédure a pour objectifs, d'une part de ne pas freiner le progrès technique, et d'autre part de ne pas exercer de distorsions d'un département à l'autre.

### **7.3 - Entretien**

Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues. Compte tenu des modifications apportées par les concepteurs dans le dimensionnement des fosses toutes eaux, qui vont parfois au delà des exigences réglementaires (minimum de 3 mètres cube), compte tenu également des modes d'occupation des logements, il n'a pas été jugé opportun de fixer une fréquence applicable dans tous les cas. L'arrêté fixe donc une périodicité de référence (4 ans), qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type, cette périodicité pouvant être si nécessaire adaptée dans des *"circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant"*.

Concrètement cette justification pourrait prendre la forme suivante :

- pour les caractéristiques des ouvrages, d'une garantie de bon fonctionnement, engageant la responsabilité entière du concepteur sur une périodicité différente ;
- pour l'occupation de l'immeuble (notamment résidences secondaires), d'une lettre d'engagement du propriétaire, ou à défaut de l'occupant, sur une périodicité, en fonction du nombre de jours d'occupation estimé le plus précisément possible.

### **7.4 - Réalisation des dispositifs**

Le document de référence en matière de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectifs est le DTU 64.1 (norme expérimentale P 16-603 de l'association Française de normalisation) qui fait actuellement l'objet d'un réexamen.

## **8 - Dispositions introduites par l'arrêté "modalités du contrôle technique"**

### **8.1 - Nature du contrôle et objectifs**

De manière schématique, le contrôle technique à mettre en place par les communes ou leurs groupements comprend :

- un contrôle technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations existantes, des visites seront l'instrument adéquat de diagnostic de leur fonctionnement et de la nécessité d'engager une réhabilitation (cf. par. 11.2). Il se traduira également par un contrôle a priori pour les installations nouvelles ou réhabilitées. Ce contrôle pourra comporter l'examen de la filière proposée et donner lieu à une visite sur le chantier, avant recouvrement des ouvrages neufs, pour évaluer la qualité de leur réalisation.
- des contrôles périodiques de leur bon fonctionnement et - dans le cas où la commune n'a pas décidé sa prise en charge - de leur entretien.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles, qui, lorsqu'elles sont bien conçues, ne posent en général aucune difficulté de gestion. L'attention des

communes devra être attirée sur l'opportunité de mettre en place rapidement ce contrôle, en prenant en compte en priorité les installations nouvelles.

Chaque commune devra adapter le contrôle qu'elle instaure aux enjeux de son territoire, en prenant en considération les zones dans lesquelles des contraintes existent quant à la nature des filières et sur lesquelles la commune a édicté des règles particulières (protection de nappes destinées à l'alimentation en eau potable en particulier).

## **8.2 - Périodicité**

L'arrêté ne fixe pas de périodicité obligatoire pour le contrôle technique. Il pourra être toutefois conseillé aux collectivités de prévoir une périodicité au minimum équivalente à celle des vidanges, soit 4 ans. Cette périodicité pourra être progressive.

## **8.3 - Le droit d'entrée dans les propriétés privées**

L'article L. 35-10 du code de la santé, introduit par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, confère aux agents du service d'assainissement un droit d'accès aux propriétés privées pour le contrôle et l'entretien des installations d'assainissement non collectif : *"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L. 35-1 et 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service."*

Ces pouvoirs très larges, méritaient d'être précisés à l'occasion de l'arrêté relatif aux modalités de contrôle, de façon à garantir le respect des droits et libertés des individus, tels que rappelés par le conseil constitutionnel dans sa décision n° 90-286 du 28 décembre 1990. C'est l'objet des dispositions qui prévoient l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai raisonnable, et la rédaction d'un compte-rendu notifié au propriétaire des lieux. Ces deux formalités, prévues aux articles 3 et 4 de l'arrêté, constituent des conditions d'exécution de la mission des agents du service d'assainissement qui doivent être respectées pour que le droit d'entrée dans les propriétés privées ne puisse pas être remis en cause.

Il convient de signaler que les agents chargés du contrôle n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété en cas de refus du propriétaire. La loi n'a pas prévu en effet de mesure d'exécution d'office. Ces agents devront donc, s'il y a lieu, relever l'impossibilité dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle, à charge pour le maire de constater ou faire constater l'infraction (cf. paragraphe 10).

## **8.4 - La mise en œuvre de ces dispositions**

Le contrôle technique doit être assuré sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005. En tout état de cause, il convient de mettre en œuvre les dispositions transitoires permettant aux collectivités de s'engager au plus tôt dans leurs nouvelles responsabilités.

Plusieurs cas se présentent, selon la situation locale :

- lorsque les services déconcentrés se sont désengagés, dès la parution de la loi sur l'eau, il convient de proposer rapidement aux collectivités la formation et les conseils de manière à assurer une continuité de l'action publique dans ce domaine et éviter une dégradation de la situation dans certains secteurs.

- lorsque les services déconcentrés et notamment les DDASS ont continué à mener une action dans ce domaine, pour diverses raisons liées au contexte sanitaire local, il y a lieu d'engager progressivement le transfert et de l'accompagner par les actions de formation et de conseil nécessaires, afin qu'il se fasse dans les meilleures conditions.

En outre, afin d'aider à la mise en place du dispositif, les possibilités offertes par une collaboration des SATESE pourraient être étudiées avec le Conseil général. En effet, l'aide technique apportée par ces services aux communes pour l'assainissement collectif pourrait être étendue à l'assainissement non collectif tout en adaptant les financements et cofinancements d'une telle action au nouveau contexte réglementaire.

Il convient de rappeler cependant que la protection sanitaire des milieux peut amener les services déconcentrés à prendre des dispositions particulières sur certaines zones, en s'appuyant sur l'article 16 de l'arrêté "prescriptions techniques" et sur l'article L. 2 du code de la santé publique. Pour ce faire, une réflexion pourra être conduite au sein des MISE et pôles de compétence EAU.

Par ailleurs, l'instruction des plaintes requiert également une attention particulière. Dans tous les cas, il y a lieu d'analyser la nature de la plainte, afin d'évaluer son bien fondé et la nature des dysfonctionnements en cause. En règle générale, la vérification de ce dysfonctionnement nécessite qu'un contrôle technique de l'installation soit mené ; il convient alors de transmettre la plainte au maire. Si néanmoins les conditions dans lesquelles ce contrôle est réalisé sont mises en cause, il conviendra alors de procéder à une enquête afin de faire remédier aux nuisances occasionnées par l'installation, en application du pouvoir de substitution conféré par le code général des collectivités territoriales au représentant de l'Etat.

## **9 - Le lien entre le contrôle technique et l'application du droit des sols**

### **9.1 - Le contexte législatif et réglementaire de l'instruction de la demande de permis de construire**

L'article 38-III de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a modifié l'article L. 421-3 alinéa 1er du code de l'urbanisme afin de donner un fondement législatif à la prise en compte du respect des règles relatives à l'assainissement, collectif ou non collectif, dans le cadre de la délivrance des permis de construire : *"Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur architecture, leurs dimensions, leur assainissement et l'aménagement de leurs abords et si le demandeur s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation"*.

L'article R. 421-2 dernier alinéa du code de l'urbanisme précise le contenu du dossier de demande de permis de construire : *"lorsque la demande concerne la construction de bâtiments ou d'ouvrages devant être desservis par des équipements publics, le plan de masse indique le tracé de ces équipements et les modalités selon lesquelles les bâtiments ou ouvrages y seront raccordés. A défaut d'équipements publics, le plan de masse indique les équipements privés prévus, notamment pour l'alimentation en eau et l'assainissement"*.

Il est rappelé à ce sujet que la liste des pièces ou informations à joindre aux demandes de permis de construire est limitative et qu'en conséquence l'exigence de pièces complémentaires non prévues aux articles R. 421-1-1 et suivants du code de l'urbanisme est de nature à entacher d'irrégularité la décision (C.E. 12 décembre 1984, C.S.A. immobilière et commerciale "La Gauloise", req. n° 45.109).

De même, l'indication sur le plan masse des équipements privés prévus vise seulement à vérifier que le type de filière choisi est conforme à la réglementation en vigueur, nonobstant le contrôle technique du dispositif qui relève du service chargé de l'assainissement.

Enfin, les articles R. 111-8 à R. 111-12 du code de l'urbanisme fixent également des règles à respecter en matière d'assainissement sur les territoires non couverts par un document d'urbanisme opposable, pour les lotissements ou constructions projetées.

### **9.2 - Mise en œuvre pratique**

L'instruction de la demande de permis de construire ne doit pas être confondue avec le contrôle technique de l'installation d'assainissement non collectif. Il est cependant souhaitable que la commune instaure une procédure de contrôle technique qui soit coordonnée et simultanée avec l'instruction des demandes de permis de construire. Cet examen parallèle serait mieux perçu par l'usager qui verrait ainsi sa démarche simplifiée.

Le dispositif qui peut être recommandé est le suivant :

1 - le service instructeur s'assure, sur la base des éléments prévus dans le dossier de demande de permis de construire, du respect des règles générales en vigueur. L'instruction de la demande de permis de construire porte exclusivement sur la vérification :

de l'existence sur le plan de masse d'un descriptif de l'installation ;

de la conformité du projet (et non celle de sa réalisation) au type de filière prescrit éventuellement dans les documents d'urbanisme.

2 - le service instructeur informe le service chargé du contrôle de l'assainissement non collectif de la commune. Il est souhaitable que celui-ci fournisse au maître d'ouvrage une information sur la réglementation et sur les dispositifs techniques les mieux adaptés.

Dans le cas où le projet de construction (article L. 421.3 du code de l'urbanisme) et/ou le projet de plan masse (R. 421.2 du code de l'urbanisme) comporteraient un système d'assainissement non



collectif ne correspondant pas au type de filière prescrit dans le secteur considéré ou ne pouvant pas être techniquement réalisé en raison de la configuration des lieux, le permis de construire doit être refusé. Ce refus de permis peut ne présenter qu'un caractère conservatoire dans le cas où la modification ultérieure du projet initial présenterait un système conforme au type de filière autorisé ou le rendrait réalisable au regard de la configuration des lieux.

### **9.3 Exercice du contrôle technique des installations lorsqu'il n'y a pas de permis de construire**

Ce qui précède rappelle à la fois que le contrôle administratif de délivrance d'un permis de construire et le contrôle technique ne peuvent être confondus. Ceci est d'autant plus clair que de nouvelles installations, sur lesquelles doit s'exercer un contrôle technique, peuvent intervenir sans qu'il y ait dépôt de permis de construire (exemple des réhabilitations). Les communes doivent donc, pour exercer leur mission de contrôle technique, organiser des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes non raccordées au réseau public. Ces visites permettent d'informer les occupants de leurs nouvelles obligations et d'examiner avec eux l'échéancier et les modalités de mise en conformité de leurs installations, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte tenu des risques pour la santé publique. Elles doivent avoir lieu dans les conditions fixées au point 8.3.

### **9.4 - Le certificat d'urbanisme**

L'article L. 410-1 du code de l'urbanisme prévoit notamment que le certificat d'urbanisme indique, en fonction du motif de la demande, si, compte tenu des dispositions d'urbanisme et des limitations administratives du droit de propriété applicables à un terrain, ainsi que de l'état des équipements publics existants ou prévus, le terrain peut être affecté à la construction ou utilisé pour la réalisation d'une opération déterminée.

Lorsque toute demande d'autorisation pourrait, du seul fait de la localisation du terrain, être refusée en fonction des dispositions d'urbanisme et, notamment, des règles générales d'urbanisme, la réponse à la demande de certificat d'urbanisme est négative.

Il est rappelé en particulier, à titre d'exemple, qu'en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune, la règle de constructibilité limitée prévue à l'article L. 111-1-2 du code de l'urbanisme impose, lorsqu'elle s'applique, de délivrer un certificat d'urbanisme négatif (C.E. 23 février 1990, Bouchacourd, req. n° 79.728 ; 21 juin 1995, Mme Marichal, req. n° 138.210).

Par ailleurs, il convient dans tous les cas de déterminer si les équipements publics existants ou prévus permettent la réalisation d'une construction sur le terrain et, dans la négative, il peut être tenu compte de la possibilité de réaliser un assainissement non collectif.

En cas d'impossibilité manifeste de réaliser un assainissement non collectif, par exemple en raison de la taille de la parcelle, de sa topographie ou de son implantation, le certificat d'urbanisme doit être négatif (C.E. 27 mai 1983, Durand, Rec. p. 224). En revanche, la seule absence d'un réseau public d'assainissement ne paraît pas devoir justifier la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif, dès lors qu'il n'existe aucune impossibilité manifeste de réaliser un système d'assainissement non collectif sur le terrain. Il est en outre admis qu'un certificat d'urbanisme déclarant un terrain constructible n'interdit pas le refus ultérieur d'un permis de construire sur le fondement de l'article L. 421-5 du code de l'urbanisme (C.E. 28 février 1986, Mme Deydier, req. n° 55071).

En toute hypothèse, toute information utile doit être donnée au demandeur dès la délivrance du certificat d'urbanisme.

### **9.5 - Le certificat de conformité**

Le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif est juridiquement distinct de la délivrance du certificat de conformité prévu à l'article L. 460-2 du code de l'urbanisme, le récolement des travaux mentionné à l'article R. 460-3 de ce code étant destiné uniquement à vérifier *"qu'en ce qui concerne l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur aspect extérieur, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords, lesdits travaux ont été réalisés conformément au permis de construire"*.

En tout état de cause, le contrôle de réalisation des dispositifs d'assainissement non collectif devrait intervenir en amont du certificat de conformité, avant remblaiement.

### **10 - Le lien entre le contrôle technique et les pouvoirs de police du maire et du préfet**

Il ne doit y avoir aucune confusion entre l'action de contrôle technique de la commune et les missions de police administrative confiées au maire, ni à plus forte raison, avec la recherche et la constatation des infractions qui sont des opérations de police judiciaire. Le droit d'entrée dans les propriétés

privées ne donne pas aux agents du service d'assainissement le pouvoir de rechercher les infractions à la réglementation, mais celui de constater l'état du système d'assainissement.

Le contrôle technique exercé par la commune, tel que défini dans l'arrêté, ne fait pas obstacle au contrôle exercé par le maire ou les services de l'Etat dans le domaine des infractions à la loi sur l'eau et au code de la santé publique. Ces différentes actions peuvent, bien sûr, être mises en œuvre parallèlement, voire être exercées par les mêmes agents lorsque les agents du service d'assainissement sont habilités à ce titre.

Il convient donc de rappeler à ce sujet les dispositions de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales en matière de salubrité publique : *"la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :*

*...5° le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser... les pollutions de toute nature..."*

En cas d'urgence motivée, l'article L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales donne pouvoir au maire de recourir à la force publique pour pénétrer dans les propriétés privées et faire cesser les atteintes à la salubrité publique.

De même, le refus pour un propriétaire de laisser pénétrer sur sa propriété les agents du service d'assainissement non collectif, dans le cadre de leur mission, pourrait entraîner l'application des mesures coercitives prévues. Les sanctions applicables au contrôle de police figurent en encadré.

Il convient enfin de signaler que l'article L. 35-5 du code de la santé publique astreint le propriétaire qui n'a pas respecté l'obligation de raccordement à l'égout (lorsque la commune a mis en place un réseau de collecte), à payer une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement, éventuellement majorée, dans la limite de 100 % par le conseil municipal. Cet article a été modifié par la loi sur l'eau pour le rendre applicable en cas de non respect des obligations imposées par l'article L. 33 du code de la santé publique.

Contrairement aux missions de contrôle technique qui relèvent d'un service public (cf. paragraphe 3.2), il n'y a pas de délégation possible des pouvoirs généraux de police du maire.

les sanctions

- Art. L. 48 du code de la santé publique : *"Les infractions aux prescriptions des articles L. 1 à L. 7-1, L. 14 et L. 17 à L. 40 ou des règlements pris pour leur application sont constatées par des officiers et agents de police judiciaire conformément aux dispositions du code de procédure pénale ainsi que par les inspecteurs de salubrité commissionnés à cet effet par le Préfet et assermentés dans les conditions fixées par décret. Les procès verbaux dressés par les inspecteurs de salubrité en ce domaine font foi jusqu'à preuve du contraire.*

*Toute personne qui met obstacle à l'accomplissement des fonctions des inspecteurs de salubrité mentionnés à l'alinéa 1er est punie, en cas de récidive, d'une amende de 2.000 F. à 15.000 F."*

- Art. 25 de la loi sur l'eau : *"Quiconque exploite une installation ou un ouvrage ou réalise des travaux en violation d'une mesure de mise hors service, de retrait ou de suspension d'une autorisation ou de suppression d'une installation ou d'une mesure d'interdiction prononcée en application de la présente loi sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 20.000 F. à 1.000.000 F. ou de l'une de ces peines seulement.*

*Sera puni des mêmes peines quiconque poursuit une opération ou l'exploitation d'une installation ou d'un ouvrage sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure, pris par le Préfet, d'avoir à respecter, au terme d'un délai fixé, les prescriptions techniques prévues par l'autorisation ou les règlements pris en application de la présente loi.*

*Quiconque met obstacle à l'exercice des fonctions confiées par la présente loi aux agents mentionnés aux articles 8 et 19 sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 5.000 F. à 50.000 F. ou de l'une de ces deux peines seulement."*

- Art. L.152.4 du code de la construction et de l'habitation : *"L'exécution de travaux ou l'utilisation du sol en méconnaissance des obligations imposées par les articles L.111-4..., par les règlements pris pour leur application... est punie d'une amende de 300.000 F. En cas de récidive, la peine d'amende sera de 500.000 F. et un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Le tribunal peut en outre ordonner, aux frais du condamné..."*

*Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires de travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux."*

Il convient de noter que l'article L. 111-4 ne s'applique qu'aux bâtiments d'habitation.

- Art L. 152-2 du code de la construction et de l'habitation : *"Dès qu'un procès verbal relevant une des infractions prévues à l'article L. 152-4 a été dressé, le maire peut également, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, ordonner par arrêté motivé l'interruption des travaux. Copie de cet arrêté est transmise sans délai au ministère public."*

(voir également les dispositions des articles L. 480.1 à L. 480.5 du code de l'urbanisme sur les conséquences tirées de l'article L. 421.3).

## **11 - Le cas des installations existantes**

### **11.1 - Rappel des obligations**

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, en modifiant l'article L. 33 du code de la santé publique, a créé une obligation générale pour les particuliers de disposer, lorsqu'ils ne sont pas raccordés au réseau public, d'installations d'assainissement *"maintenues en bon état de fonctionnement"*.

De ce fait, le particulier est tenu :

- 1 - de justifier, dans tous les cas, d'une part de l'existence d'un dispositif d'assainissement, d'autre part de son bon fonctionnement qui doit être apprécié au regard des principes généraux exposés à l'article 26 du décret du 3 juin 1994, et à l'article L. 1 du code de la santé publique.

- 2 - pour les installations existantes lors de la parution de l'arrêté du 6 mai 1996 de justifier du respect des règles de conception et d'implantation telles qu'elles figuraient dans la réglementation précédente.

### **11.2 - Les instruments de réhabilitation des installations non conformes**

En pratique, la réhabilitation des dispositifs existants ne devrait être envisagée que lorsque les principes généraux exposés à l'article 26 du décret du 3 juin 1994 et à l'article L. 1 du code de la santé publique ne peuvent être atteints. Le diagnostic des installations existantes sera le moyen approprié pour étudier au cas par cas cette nécessité et définir une hiérarchie des problèmes constatés.

L'application de l'article 31 de la loi sur l'eau permet de pallier le fait que l'installation des dispositifs d'assainissement non collectif ne soit pas expressément prévue par les dispositions relatives aux obligations de la commune (article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales).

Cet article 31 et le décret n° 93-1182 du 21 octobre 1993 pris pour son application, permet aux communes de réaliser les travaux et ouvrages dont elle précise la finalité à condition que l'intérêt général ou l'utilité publique en aient été reconnus, à la suite d'une enquête publique menée dans les conditions prévues par les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural. Si les objets de ces déclarations d'intérêt général ont été essentiellement le curage des cours d'eau non domaniaux ou la défense contre les inondations sous l'empire des textes antérieurs à la loi sur l'eau, celle-ci a étendu cette possibilité à la lutte contre la pollution.

Dans ce cadre, il convient que le dossier mis à l'enquête publique comporte le bilan du diagnostic de fonctionnement des installations existantes, et une notice mettant en évidence les pollutions constatées ou, à défaut, les risques pour la santé publique que peut faire craindre l'état des installations visées.

En dehors de la possibilité offerte par cet article, le Conseil d'Etat, dans son avis précité, a estimé que la loi n'ayant expressément prévu la prise en charge par les communes que des prestations et dépenses de contrôle, et le cas échéant d'entretien des installations, les communes ne peuvent étendre l'objet des services publics à caractère industriel et commercial concernés pour réaliser leur réhabilitation que dans les limites imposées par le principe de liberté de commerce et d'industrie à la création de tels services par les collectivités locales.

Cette interprétation ne devrait cependant pas empêcher la collectivité d'intervenir, dans un cadre contractuel avec le propriétaire et l'occupant, dans le cas où l'exercice du contrôle ou de l'entretien des installations rend indispensable la reconstruction ou la réhabilitation préalable de celles-ci, cette mission étant connexe aux missions traditionnelles du service d'assainissement non collectif.

## **ANNEXE 2 - Etudes préalables à la définition des zones d'assainissement non collectif**

Les points clé de la démarche générale sont les suivants :

### **1 - Délimitation du territoire et lancement de l'opération**

L'opération devrait déboucher sur une carte du territoire de la commune ou du groupement de communes, délimitant des zones d'assainissement collectif ou non collectif, accompagnée d'une notice expliquant ce qui doit être fait en matière d'assainissement, dans chaque zone en le justifiant et en précisant les obligations de la commune ou du groupement de communes ainsi que des particuliers. Elle doit permettre de cartographier le territoire de la commune à une échelle voisine du 1/2000ème ou du 1/5000ème de manière à ce que chaque propriétaire ou occupant puisse savoir dans quelle zone se situe son terrain, bâti ou non.

Il est souhaitable, dans la mesure du possible, qu'elle s'intègre dans une réflexion générale sur l'assainissement conduisant à un véritable schéma directeur. Il est conseillé, pour la cohérence de la démarche et pour dégager des choix technico-économiques optimisés, d'effectuer cette réflexion sur un secteur géographique homogène et, si nécessaire, dans le cadre d'une coopération intercommunale.

Il importe en outre que la collectivité ait compétence ou acquiert la compétence nécessaire pour pouvoir mener à bien une telle démarche (cas des syndicats qui ont reçu une délégation limitée à l'assainissement collectif).

Par ailleurs, il convient de recourir aux services d'un conseil pour la mise en œuvre de l'opération (estimatif préalable, consultation de bureaux d'études, assistance technique...) et d'associer à cette réflexion, l'agence de l'eau, le conseil général et les services techniques compétents.

Enfin, la réflexion ne saurait laisser de côté le problème des eaux pluviales, ne serait-ce qu'en termes d'options (solutions de type infiltration rapide sur la parcelle ou de type collecte et rejet dans le milieu naturel).

### **2 - Etude des caractéristiques de la commune**

L'étude doit débuter par un diagnostic de l'existant en matière de répartition des zones d'assainissement non collectif et collectif existantes dont le fonctionnement donne satisfaction. Ces zones pourront, par conséquent, être conservées. Elle se focalisera donc d'une part sur les zones à urbaniser et d'autre part sur les zones déjà urbanisées dans lesquelles l'assainissement est défaillant.

Les deux premiers critères à prendre en compte sont la densité de population et le mode de répartition de l'habitat. Dans les petites communes, l'habitat suit une tradition très forte, qui peut induire des contraintes importantes. Par exemple l'implantation des habitations et le rejet des eaux du côté opposé à la rue peut obliger à choisir des solutions non collectives alors même que le choix collectif était souhaité et économiquement possible.

L'étude définit le type d'assainissement utilisé. Une simple visite permet de réaliser une première approche. Ensuite, une enquête auprès des habitants permet d'affiner les résultats. Elle est complétée par une projection de l'urbanisation prévue (zones pavillonnaires, lotissements et zones industrielles).

L'expérience montre que l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20-25 mètres, cette distance devant bien entendu être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Des solutions groupées ou individuelles doivent être étudiées. Au dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

### **3 - Etude du milieu physique**

Les caractéristiques du sol ne viennent qu'en troisième critère. En effet ce critère est rarement rédhibitoire pour l'épuration, la reconstitution de sol étant possible. De même, l'insuffisance de surface de terrain disponible dans chaque parcelle conduit à trouver des solutions spécifiques (assainissement multifamilial...). L'étude de l'aptitude du sol à l'assainissement non collectif (pédologie, hydrogéologie, topographie, hydrographie) n'interviendra donc que sur les zones prédéfinies comme susceptibles, en fonction du mode de répartition de l'habitat, de relever des techniques de l'assainissement non collectif. Dans le cas général, trois types de sols peuvent être définis :

- type 1 : aptitude à l'épandage souterrain,
- type 2 : aptitude à l'épandage souterrain dans un sol reconstitué,

- type 3 : aptitude à l'épandage par un massif sableux drainé,

D'autres contraintes doivent être prises en compte comme la pente des terrains, l'existence d'exutoires pour les eaux usées ou pluviales, et les problèmes d'accès pour l'entretien ou les travaux. Ces contraintes sont souvent des critères de choix pour des techniques regroupées. On peut alors classer les logements en trois groupes :

- logements sans contraintes particulières ;
- logements avec contraintes de sols justifiant le recours à des filières spécifiques ;
- logements ne pouvant être assainis à la parcelle.

A ce stade, devra être pris en compte également, le problème d'évacuation des eaux pluviales dans les zones prédéterminées pour un épandage par le sol.

Cette phase permet de déterminer un avant projet de zonage.

#### **4 - Simulation technico-économique**

Pour affiner les solutions à retenir, des études technico-économiques seront conduites dans les zones où plusieurs alternatives restent possibles. Elles étudieront les implications des différents choix sur le prix de l'eau en intégrant toutes les contraintes (nappe, exutoire, prévision d'urbanisation, accès, entretien...).

#### **5 - Vérification de la conformité des propositions vis à vis des documents de planification, de la réglementation, et opportunité vis à vis des autres communes.**

Cette phase est indispensable pour vérifier la cohérence des propositions, sur un secteur géographique homogène, des zonages effectués par les autres communes.

#### **6 - financement**

La réalisation des études préalables à la délimitation est financée par le budget général de la commune. Des subventions spécifiques peuvent être obtenues auprès des agences de l'eau et de certains conseils généraux dans le cadre des aides qu'ils accordent pour améliorer le traitement des eaux usées domestiques.

### **PRINCIPALES ETAPES DU ZONAGE**

SCHEMA RECAPITULATIF

DELIMITATION DU TERRITOIRE

OBJET DE LA PROCEDURE DE ZONAGE

ETUDE DES CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

ETUDE DU MILIEU PHYSIQUE

VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES PROPOSITIONS VIS A VIS D'AUTRES DOCUMENTS  
DE PLANIFICATION ET DE LA REGLEMENTATION

SIMULATION FINANCIERE

ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE

PROPOSITIONS ALTERNATIVES DE ZONAGE

PROPOSITIONS DU ZONAGE DEFINITIF (CARTE ET NOTICE)

ENQUETE PUBLIQUE

APPROBATION DEFINITIVE DU ZONAGE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

#### **ANNEXE 3 : Eléments de calcul pour le choix des filières d'assainissement non collectif - cas des filières utilisées pour les petits ensembles collectifs**

tableau 1 : Surfaces d'épandage (fond des tranchées) en fonction de la perméabilité du sol

VALEUR DE K (test de percolation à niveau constant mm/h)	500 à 50	50 à 20	20 à 10	10 à 6
Hydromorphie	Sol très perméable	Moyennement perméable	Perméabilité médiocre	Très peu perméable
Sol bien drainé (pas de nappe superficielle)	15 m2 de tranchées ou 25 m2 de lit d'infiltration	25 m2 de tranchées	40 m2 de tranchées	60 m2 de tranchées
Sol moyennement drainé (hauteur de la nappe voisine de 1 à 1,50 m de la surface du sol)	20 m2 de tranchées ou 35 m2 de lit d'infiltration	30 m2 de tranchées	50 m2 de tranchées	

Nota : pour K inférieur à 6 mm/h ou dans les terrains constitués d'argile gonflante, l'épandage souterrain est exclu et peut être remplacé par un lit filtrant drainé.

Désignation	Coefficients correcteurs	Débits (en litres par jour)
Usager permanent	1	150
Ecole (pensionnat), caserne, maison de repos	1	150
Ecole (demi-pension), ou similaire	0,5	75
Ecole (externat), ou similaire	0,3	50
Hôpitaux, clinique, etc. (par lit) (y compris personnel soignant et d'exploitation)	3	400 à 500
Personnel d'usine (par poste de 8 heures)	0,5	75
Personnel de bureaux, de magasin	0,5	75
Hôtel-restaurant, pension de famille (par chambre)	2	300
Hôtel, pension de famille (sans restaurant, par chambre)	1	150
Terrain de camping	0,75 à 2	115 à 300
Usager occasionnel (lieux publics)	0,05	7,5

**ANNEXE 2 : ARRETE DU 6 MAI 1996**

**ARRETE DU 6 MAI 1996 FIXANT LES MODALITES DU CONTROLE TECHNIQUE EXERCE PAR  
LES COMMUNES SUR LES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

J.O n° 132 du 8 juin 1996 page 8475

Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,  
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8 et L. 2224-10 ;  
Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1, L. 2, L. 33 et L.35-10 ;  
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;  
Vu la loi no 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
Vu le décret no 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, notamment son article 26 ;  
Vu l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ;  
Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 13 mai 1995 ;  
Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 27 juin 1995 ;  
Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 7 juillet 1995,

Arrêtent :

**Art. 1er.** - L'objet de cet arrêté est de fixer les modalités du contrôle technique exercé par les communes, en vertu des articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, sur les systèmes d'assainissement non collectif tels que définis par l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

**Art. 2.** - Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :

1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;

2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux) ;

3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien :

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
- dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

**Art. 3.** - L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 35-10 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable.

**Art. 4.** - Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle doivent être consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

**Art. 5.** - Le directeur général de la santé, le directeur général des collectivités locales et le directeur de l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1996.

Le ministre de l'environnement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau, J.-L. Laurent



Le ministre du travail et des affaires sociales,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de la santé, J.-F. Girard

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des collectivités locales, M. Thénault

Le ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général des collectivités locales,  
M. Thénault

**ANNEXE 3 : ARRETE DU 6 MAI 1996 MODIFIE**

## **ARRETE DU 6 MAI 1996 FIXANT LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

(JO du 8 juin 1996)

Texte modifié par :

Arrêté du 3 décembre 1996

Vus

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8 et L. 2224-10 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1, L. 2 et L. 33 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 111-4 et R. 111-3 ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, notamment son article 26 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 16 mai 1995 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 27 juin 1995 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 7 juillet 1995,

Arrêtent :

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'objet de cet arrêté est de fixer les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Par « assainissement non collectif », on désigne : tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

### **Section 1 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif**

#### **Article 2**

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés (pédologie, hydrogéologie et hydrologie). Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente, et de l'emplacement de l'immeuble.

#### **Article 3**

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

1° Assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol ;

2° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer leur dispersion dans le sol, et sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 4. La qualité minimale requise pour le rejet, constatée à la sortie du dispositif d'épuration sur un échantillon représentatif de deux heures non décanté, est de 30 mg par litre pour les matières en suspension (MES) et de 40 mg par litre pour la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5).

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Si aucune des voies d'évacuation citées ci-dessus, y compris vers le milieu superficiel, ne peut être mis en oeuvre, le rejet d'effluents ayant subi un traitement complet dans une couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration tel que décrit en annexe est autorisé par dérogation du préfet, conformément à l'article 12 du présent arrêté.

#### **Article 4**

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement...), les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

## **Article 5**

Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

Le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;

Le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;

L'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

Au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique ;

Au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées ;

Au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

## **Article 6**

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange.

## **Article 7**

Dans le cas où la commune n'a pas pris en charge leur entretien, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un document comportant au moins les indications suivantes :

a) Son nom ou sa raison sociale, et son adresse ;

b) L'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée ;

c) Le nom de l'occupant ou du propriétaire ;

d) La date de la vidange ;

e) Les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées ;

f) Le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

## **Section 2 : Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des maisons d'habitation individuelles**

### **Article 8**

Les systèmes mis en oeuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

a) Un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, installations d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées) ;

b) Des dispositifs assurant :

- soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées ou lit d'épandage ; lit filtrant au tertre d'infiltration) ;

- soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel (lit filtrant drainé à flux vertical ou horizontal).

### **Article 9**

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisses, destiné à la rétention de ces matières, est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines et le plus près possible de celles-ci.

### **Article 10**

Le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en oeuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière. Il comporte :

a) Un prétraitement des eaux vannes dans une fosse septique et un prétraitement des eaux ménagères dans un bac à graisses ou une fosse septique ;

b) Des dispositifs d'épuration conformes à ceux mentionnés à l'article 8.

### **Article 11**

Les eaux vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou une fosse d'accumulation, après accord de la commune, dans le cas de réhabilitation d'habitations ou d'installations existantes et s'il y a impossibilité technique de satisfaire aux dispositions des articles 8 et 10. Les eaux ménagères sont alors traitées suivant les modalités prévues à l'article 10.

### **Article 12**

Les conditions de réalisation et les caractéristiques techniques applicables aux ouvrages d'assainissement non collectif visés aux articles 8 à 11 doivent être conformes aux dispositions figurant en annexe au présent arrêté.

Celles-ci peuvent être modifiées ou complétées par arrêté des ministres concernés, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, en cas d'innovation technique.

L'adaptation dans certains secteurs, en fonction du contexte local, des filières ou dispositifs décrits dans le présent arrêté est subordonnée à une dérogation du préfet.

### **Section 3 : Prescriptions particulières applicables aux seuls ouvrages d'assainissement non collectif des autres immeubles**

#### **Article 13**

La présente section est applicable aux dispositifs d'assainissement non collectif destinés à traiter les eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses, quelle qu'en soit la destination, à l'exception des maisons d'habitation individuelles.

#### **Article 14**

L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles telles qu'elles sont déterminées à la section 2 du présent arrêté, soit des techniques mises en oeuvre en matière d'assainissement collectif.

Une étude particulière doit être réalisée pour justifier les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs, et le choix du mode et du lieu de rejet.

Les décanteurs-digesteurs peuvent être utilisés, comme dispositifs de prétraitement des effluents et avant épuration de ceux-ci, pour l'assainissement de populations susceptibles de produire une charge brute de pollution organique (évaluée par la demande biochimique en oxygène sur cinq jours) supérieure à 1,8 kg par jour.

#### **Article 15**

Un bac à graisse (ou une fosse septique) tel que prévu à l'article 9 doit être mis en place, lorsque les effluents renferment des huiles et des graisses en quantité importante. Les caractéristiques du bac à graisses doivent faire l'objet d'un calcul spécifique adapté au cas particulier.

### **Section 4 : Dispositions générales**

#### **Article 16**

Les prescriptions figurant dans le présent arrêté peuvent être complétées par des arrêtés du maire ou du préfet pris en application de l'article L. 2 du Code de la santé publique, lorsque des dispositions particulières s'imposent pour assurer la protection de la santé publique dans la commune ou le département.

#### **Article 17**

L'arrêté du 3 mars 1982 modifié fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation est abrogé.

Fait à Paris, le 6 mai 1996.

Le ministre de l'environnement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau,

J.-L. Laurent

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,

J.-F. Girard

Le ministre délégué au logement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'habitat et de la construction,

P.-R. Lemas

### **Annexe : Caractéristiques techniques et conditions de réalisation des dispositifs mis en oeuvre pour les maisons d'habitation**

#### **1 - Dispositifs assurant un prétraitement**

##### **1 - Fosse toutes eaux et fosse septique**

Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants. Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

Elle doit être conçue de manière à éviter les cheminements directs entre les dispositifs d'entrée et de sortie ainsi que la remise en suspension et l'entraînement des matières sédimentées et des matières flottantes, pour lesquelles un volume suffisant est réservé.

La hauteur utile d'eau ne doit pas être inférieure à 1 mètre. Elle doit être suffisante pour permettre la présence d'une zone de liquide au sein de laquelle se trouve le dispositif de sortie des effluents.

Le volume utile des fosses toutes eaux, volume offert au liquide et à l'accumulation des boues, mesuré entre le fond de l'appareil et le niveau inférieur de l'orifice de sortie du liquide, doit être au moins égal à 3 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à cinq pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins 1 mètre cube par pièce supplémentaire.

Les fosses toutes eaux doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée d'air et d'une sortie d'air située au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 millimètres.

Le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux.

## **2 - Installations d'épuration biologique à boues activées**

Le volume total des installations d'épuration biologiques à boues activées doit être au moins égal à 2,5 mètres cubes pour des logements comprenant jusqu'à six pièces principales.

L'installation doit se composer :

- soit d'une station d'épuration biologique à boues activées d'un volume total utile au moins égal à 1,5 mètre cube pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, suivie obligatoirement, en aval du clarificateur et distinct de celui-ci, d'un dispositif de rétention et d'accumulation des boues (piège à boues) d'un volume au moins égal à 1 mètre cube ou un dispositif présentant une efficacité semblable ;

- soit d'une station d'un volume total utile au moins égal à 2,5 mètres cubes pour l'ensemble du compartiment d'aération et du clarificateur, ce dernier devant présenter une efficacité semblable au piège à boues mentionné à l'alinéa précédent.

Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, ces volumes font l'objet d'une étude particulière.

## **3 - Installations d'épuration biologique à cultures fixées**

Pour un logement comportant jusqu'à six pièces principales, l'installation d'épuration biologique à cultures fixées comporte un compartiment de prétraitement anaérobie suivi d'un compartiment de traitement aérobie. Chacun des compartiments présente un volume au moins égal à 2,5 mètres cubes.

Le prétraitement anaérobie peut être assuré par une fosse toutes eaux. Pour des logements comprenant plus de six pièces principales, les volumes des différents compartiments font l'objet d'une étude spécifique.

## **2 - Dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol**

### **1 - Tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain)**

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire des tuyaux d'épandage placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Ceux-ci doivent être placés aussi près de la surface du sol que le permet leur protection.

La longueur totale des tuyaux d'épandage mis en oeuvre doit être fonction des possibilités d'infiltration du terrain et des quantités d'eau à infiltrer.

Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 millimètres. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 millimètres.

La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 mètres.

La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux d'épandage est de 0,50 mètre minimum. Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers sans fines, d'une granulométrie 10/40 millimètres ou approchant.

La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 mètre.

Le remblai de la tranchée doit être réalisé après interposition, au-dessus de la couche de graviers, d'un feutre ou d'une protection équivalente perméable à l'air et à l'eau.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

### **2 - Lit d'épandage à faible profondeur**

Le lit d'épandage remplace les tranchées à faible profondeur dans le cas des sols à dominante sableuse où la réalisation des tranchées est difficile.

Il est constitué d'une fouille unique à fond horizontal.

### **3 - Lit filtrant vertical non drainé et tertre d'infiltration**

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante, un matériau plus perméable (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 mètre sous la couche de graviers qui assure la répartition de l'effluent distribué par des tuyaux d'épandage.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

### **3 - Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel**

#### **1 - Lit filtrant drainé à flux vertical**

Il comporte un épandage dans un massif de sable propre rapporté formant un sol reconstitué tel que décrit dans la présente annexe.

A la base du lit filtrant, un drainage doit permettre d'effectuer la reprise des effluents filtrés pour les diriger vers le milieu hydraulique superficiel ; les drains doivent être, en plan, placés de manière alternée avec les tuyaux distributeurs.

La surface des lits filtrants drainés à flux vertical doit être au moins égale à 5 mètres carré par pièce principale, avec une surface minimale totale de 20 mètres carré.

Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche, l'épandage doit être établi à la partie supérieure d'un tertre réalisé au-dessus du sol en place.

#### **2 - Lit filtrant drainé à flux horizontal**

Dans le cas où le terrain en place ne peut assurer l'infiltration des effluents et si les caractéristiques du site ne permettent pas l'implantation d'un lit filtrant drainé à flux vertical, un lit filtrant drainé à flux horizontal peut être réalisé.

Le lit filtrant drainé à flux horizontal est établi dans une fouille à fond horizontal, creusée d'au moins 0,50 mètre sous le niveau d'arrivée des effluents.

La répartition des effluents sur toute la largeur de la fouille est assurée, en tête, par une canalisation enrobée de graviers 10/40 millimètres ou approchant dont le fil d'eau est situé à au moins 0,35 mètre du fond de la fouille.

Le dispositif comporte successivement, dans le sens d'écoulement des effluents, des bandes de matériaux disposés perpendiculairement à ce sens, sur une hauteur de 0,35 mètre au moins, et sur une longueur de 5,5 mètres :

Une bande de 1,20 mètre de gravillons fins 6/10 millimètres ou approchant ;

Une bande de 3 mètres de sable propre ;

Une bande de 0,50 mètre de gravillons fins à la base desquels est noyée une canalisation de reprise des effluents.

L'ensemble est recouvert d'un feutre imputrescible et de terre arable.

La largeur du front de répartition est de 6 mètres pour 4 pièces principales et de 8 mètres pour 5 pièces principales ; il est ajouté 1 mètre supplémentaire par pièce principale pour les habitations plus importantes.

### **4 - Autres dispositifs**

#### **1 - Bac à graisses**

Le bac à graisses (ou bac dégraisseur) est destiné à la rétention des matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux ménagères.

Le bac à graisses et les dispositifs d'arrivée et de sortie des eaux doivent être conçus de manière à éviter la remise en suspension et l'entraînement des matières grasses et des solides dont l'appareil a réalisé la séparation.

Le volume utile des bacs, volume offert au liquide et aux matières retenues en dessous de l'orifice de sortie, doit être au moins égal à 200 litres pour la desserte d'une cuisine ; dans l'hypothèse où toutes les eaux ménagères transitent par le bac à graisses, celui-ci doit avoir un volume au moins égal à 500 litres.

Le bac à graisses peut être remplacé par une fosse septique.

#### **2 - Fosse chimique**

La fosse chimique est destinée à la collecte, la liquéfaction et l'aseptisation des eaux vannes, à l'exclusion des eaux ménagères.

Elle doit être établie au rez-de-chaussée des habitations.

Le volume de la chasse d'eau automatique éventuellement établie sur une fosse chimique ne doit pas dépasser 2 litres.

(Arrêté du 3 décembre 1996, article 1er)

Le volume utile des fosses chimiques est au moins égal à 100 litres pour un logement comprenant « jusqu'à trois pièces principales. Pour des logements plus importants, il doit être augmenté d'au moins » 100 litres par pièce supplémentaire.

La fosse chimique doit être agencée intérieurement de telle manière qu'aucune projection d'agents utilisés pour la liquéfaction ne puisse atteindre les usagers.

Les instructions du constructeur concernant l'introduction des produits stabilisants doivent être mentionnées sur une plaque apposée sur l'appareil.

### **3 - Fosse d'accumulation**

La fosse d'accumulation est un ouvrage étanche destiné à assurer la rétention des eaux vannes et, exceptionnellement, de tout ou partie des eaux ménagères.

Elle doit être construite de façon à permettre leur vidange totale.

La hauteur du plafond doit être au moins égale à 2 mètres.

L'ouverture d'extraction placée dans la dalle de couverture doit avoir un minimum de 0,70 par 1 mètre de section.

Elle doit être fermée par un tampon hermétique, en matériau présentant toute garantie du point de vue de la résistance et de l'étanchéité.

### **4 - Puits d'infiltration**

Un puits d'infiltration ne peut être installé que pour effectuer le transit d'effluents ayant subi un traitement complet à travers une couche superficielle imperméable afin de rejoindre la couche sous-jacente perméable et à condition qu'il n'y ait pas de risques sanitaires pour les points d'eau destinée à la consommation humaine.

La surface latérale du puits d'infiltration doit être étanche depuis la surface du sol jusqu'à 0,50 mètre au moins au-dessous du tuyau amenant les eaux épurées. Le puits est recouvert d'un tampon.

La partie inférieure du dispositif doit présenter une surface totale de contact (surface latérale et fond) au moins égale à 2 mètres carrés par pièce principale.

Le puits d'infiltration doit être garni, jusqu'au niveau du tuyau d'amenée des eaux, de matériaux calibrés d'une granulométrie 40/80 ou approchant.

Les effluents épurés doivent être déversés dans le puits d'infiltration au moyen d'un dispositif éloigné de la paroi étanche et assurant une répartition sur l'ensemble de la surface, de telle façon qu'ils s'écoulent par surverse et ne ruissellent pas le long des parois.

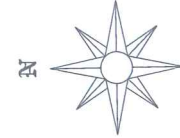


**ANNEXE 4 : CARTE DE PRESENTATION DES SCENARII  
D'ASSAINISSEMENT RETENUS**

# SECTEUR II : Scénario n°1

Maître d'Ouvrage : Commune de  
MESSIMY SUR SAÔNE

Contrôle : P.RODARY  
Date : Septembre 2005



**ALICE**  
Centre d'activités du  
Rue de la République  
88000 MESSIMY SUR SAÔNE

Tél : 03 83 27 15 37  
Fax : 03 83 27 15 38  
E-mail : alice@alice.fr

**ALICE**  
CONCEPTION  
ETUDES TECHNIQUES  
MAINTENANCE

**ALICE**  
AU SERVICE  
DE VOS PROJETS  
D'AMÉNAGEMENT

## LEGENDE

- Réseau unitaire
- Réseau séparatif eaux usées
- Réseau séparatif eaux pluviales
- Conduite de refolement
- Poste de refolement

- | Existant | Projeté |
|----------|---------|
| —        | —       |
| —        | —       |
| —        | —       |
| —        | —       |
| —        | —       |



# SECTEUR III : Scénario n°1

Maître d'Ouvrage : Commune de  
MESSIMY SUR SAÔNE

Contrôle : P.RODARY  
Date : Septembre 2005



ALICE  
Centre d'activités du  
Bourg de Jarnet,  
06400 Vauvey

Tél : 04 74 23 10 27  
Fax : 04 74 23 10 28  
Email : info@alice.com

ALICE  
ETUDES TECHNIQUES  
MARTELL D'OUVRAGE

AL SERVICE  
DES  
D'AMBIENT

ALICE  
MARTELL D'OUVRAGE

## LEGENDE

- Réseau unitaire
- Réseau séparatif eaux usées
- Réseau séparatif eaux pluviales
- Conduite de refoulement
- Poste de refoulement

Existant

Projeté

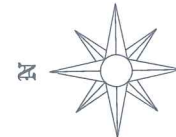
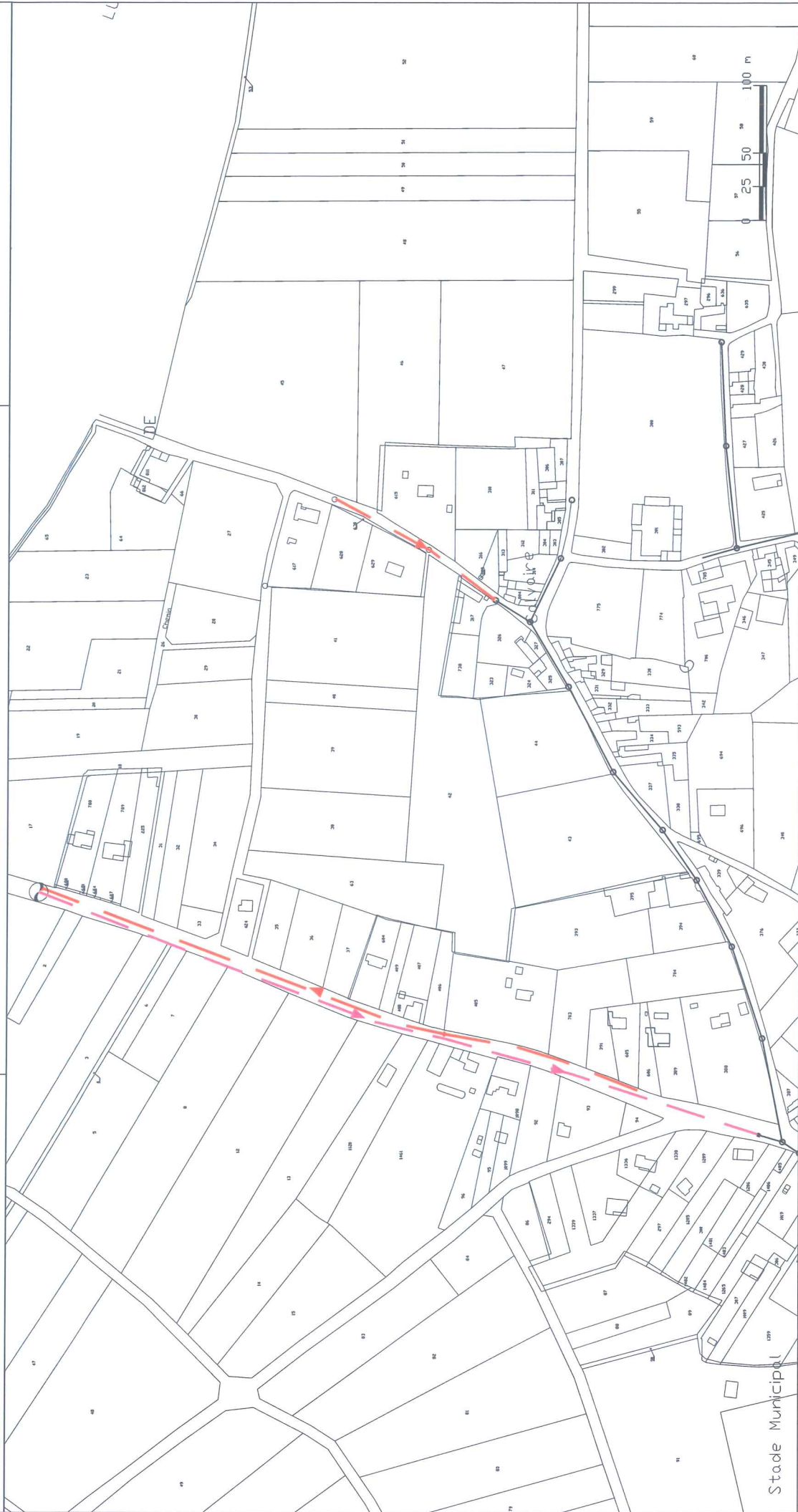




# SECTEUR IV : Scénario n°1

Maître d'Ouvrage : Commune de  
MESSIMY SUR SAÔNE

Contrôle : P.RODARY  
Date : Septembre 2005



**ALICE**  
 CENTRE REGIONAL DE  
 RECHERCHES ET D'ETUDES  
 80000 VAREY  
 Tél. 03 83 37 15 32  
 Fax 03 83 37 15 30  
 Email : alice@alice.fr

MOYENNE  
 ETUDES TECHNIQUES  
 MAIRIE D'ORVILLE  
 AU SERVICE  
 DE L'AMBIENT

**LEGENDE**

Réseau unitaire	Existant	Projeté
Réseau séparatif eaux usées	—	—
Réseau séparatif eaux pluviales	—	—
Conduite de refoulement	—	—
Poste de refoulement	—	—

**Maître d'Ouvrage : Commune de  
MESSIMY SUR SAÔNE**

Contrôle : P. RODARY  
Date : Septembre 2005



**AICE**  
Centre d'activités du  
Pré Lon  
Route de Jujurieux  
640 l'Abergement de  
Varey

Tél : 04 74 37 15 37  
Fax : 04 74 37 15 29  
E-mail : [info@allice.com](mailto:info@allice.com)



INGENIERIE  
ETUDES TECHNIQUES  
CONCEPTION  
MAITRISE D'OEUVRE

AU SERVICE  
DE VOS PROJETS  
D'AMENAGEMENT

## LEGENDE

LEGENDE		Existant	Projeté
Réseau unitaire			
Réseau séparatif eaux usées			
Réseau séparatif eaux pluviales			
Conduite de refoulement			
Poste de refoulement			



# SECTEUR VII : Scénario n°1

Maître d'Ouvrage : Commune de  
MESSIMY SUR SAÔNE

Contrôle : P.RODARY  
Date : Septembre 2005



GFS 25 DE - RENEINS  
100 m



ALIAS  
Ingénierie Conception

INDUSTRIE  
ETUDES TECHNIQUES  
MATIÈRE COULÉE

AL SERVICE  
DES  
D'AMBIANCEMENT

ALICE  
Centre techniques du  
Route et Habitat  
69000 VILLEURBANNE  
Vosy

Tel : 04 78 27 10 27  
Fax : 04 78 27 10 28  
Email : info@allice.com

LEGende

Réseau unitaire  
Réseau séparatif eaux usées  
Réseau séparatif eaux pluviales  
Conduite de refoulement  
Poste de refoulement

Existant  
Projeté

**ANNEXE 5 : CARTE DES CONTRAINTES D'HABITAT A  
L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**



## Carte des Contraintes d'habitat à l'Assainissement Collectif.



### LEGENDE

- classe A : Aucune contrainte
- classe B : Quelques contraintes mineures
- classe C : Au moins une contrainte majeure
- classe D : Plusieurs contraintes majeures
- classe I : Impossible
- NV : Non Visible du domaine public



A.I.C.C.  
Centre d'Accueil du  
Région de la Vallée  
0844 1 23 12 37  
Fax 03 82 12 12 37  
Email : [info@messimy.com](mailto:info@messimy.com)

NOTAIRE  
ETUDES TECHNIQUES  
MAIRIE D'ASSAINISSEMENT  
AU SERVICE  
DE L'AMBIENT



# MESSIMY SUR SAÔNE

Maître d'Ouvrage :  
Commune de Messimy sur Saône

Contrôle : P.RODARY  
Date : Septembre 2005

## Carte des Contraintes d'habitat à l'Assainissement Collectif.



### LEGENDE

- classe A : Aucune contrainte
- classe B : Quelques contraintes mineures
- classe C : Au moins une contrainte majeure
- classe D : Plusieurs contraintes majeures
- classe I : Impossible
- NV : Non Visible du domaine public



ALICE  
Centre d'Etudes du  
Pays de Saône  
0600 100 000 000  
Vorey

Tel : 03 83 27 15 27  
Fax : 03 83 27 15 30  
Email : info@alice.com

AGENCE  
ETUDES TECHNIQUES  
MARTELL DORVILLE

AGENCE  
ETUDES TECHNIQUES  
MARTELL DORVILLE